

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Après sa rupture décisive avec l'Occident, la Russie est en voie de contribuer à un nouvel ordre mondial

par Dmitri Trenin, 6 juillet 2022

La semaine dernière, juste avant la réunion des dirigeants du G7 au château d'Elmau, en Bavière, leurs homologues des cinq pays du groupe BRICS ont tenu un sommet en ligne sous présidence chinoise. La Russie a joué un rôle-clé dans ce dernier forum, alors qu'elle avait été perçue comme une menace lors de la réunion du G7. Le temps est révolu où Moscou pouvait se situer à cheval sur le clivage entre l'Occident et le non-Occident. Suite à la crise ukrainienne de 2014, le G8 est redevenu l'ancien G7; après l'invasion militaire russe en Ukraine en février dernier, la confrontation russo-occidentale a dégénéré en une véritable «guerre hybride», assortie d'une confrontation réelle, même si celle-ci n'a eu lieu que par procuration.

Développer les relations avec les non-occidentaux – une tâche difficile, mais une tâche nécessaire

Après avoir tenté, après la fin de la guerre froide, de s'intégrer au nouvel Occident et avoir échoué dans cette entreprise, la Russie se concentre désormais sur le développement de ses liens avec l'Asie, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Amérique latine.

Pour diverses raisons, il s'agit d'une tâche à la fois difficile et nécessaire. Tout d'abord, on constate une puissante inertie héritée du passé. Depuis *Pierre le Grand*, au moins, les élites russes se sont tournées vers l'Ouest, adoptant les modes et les comportements occidentaux (tout en conservant leur spécificité russe dissimulée sous le costume et les manières), adaptant les institutions occidentales (même si cette adaptation était souvent superficielle), empruntant les modes de pensée occidentaux (tout en les développant de manière créative, comme dans le cas du marxisme), cherchant à se transformer en une grande puissance européenne, puis, à l'époque soviétique, en une superpuissance mondiale et, plus récemment, en un élément clé de la grande Europe, de Lisbonne à Vladivostok.

On ne sort pas facilement de cette trajectoire. Pourtant, aujourd'hui, pour la première fois, la Russie est confrontée à un Occident uni, de l'Amérique du Nord, de l'Union européenne et de la Grande-Bretagne au Japon et à l'Australie.

Qui plus est, Moscou n'a pas d'alliés en Occident vers lesquels se tourner – même des états théoriquement neutres comme la Finlande, la Suède, l'Autriche et la Suisse ont tous renoncé à leur neutralité. La rupture politique entre la Russie et l'Occident est donc totale et tout nouveau paradigme relationnel entre les deux pays ne pourra voir le jour qu'à l'issue de la «guerre hybride», dont le dénouement prendra des années, voire des décennies.

Relations économiques avec l'Occident – un modèle en voie de disparition

Deuxièmement, les liens économiques de Moscou se sont essentiellement construits avec l'Occident. Par le passé, la Russie a été une source d'approvisionnement énergétique pour l'industrie de l'Europe occidentale, un grenier à blé pour le continent et un grand importateur de produits industriels et de technologies. Jusqu'à tout récemment, le commerce de la Russie avec l'Union européenne représentait à lui seul plus de la moitié du commerce extérieur de la Russie, vers laquelle l'Allemagne était le principal exportateur de machines et de technologies.

«Cela dit, la nécessité évidente pour la Russie de porter son regard au-delà de l'Occident signifie qu'elle pourra probablement surmonter l'inertie historique, l'héritage des priorités géoéconomiques précédentes et les affinités culturelles. Dans la mesure où l'Occident rejette la Russie, tente de l'isoler et même parfois de l'«annihiler», Moscou n'a d'autre choix que de se défaire de ses vieilles habitudes et de s'ouvrir au monde existant en dehors de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord.»

Depuis le début des années 1970, les oléoducs et gazoducs reliant la Russie à l'Europe occidentale ont constitué l'épine dorsale des relations économiques et ont assuré la stabilité générale du continent, même au cours des périlleuses décennies de la guerre froide et de la période agitée qui a suivi la désintégration de l'Union soviétique elle-même. Toutefois, cela aussi appartiendra bientôt au passé.

Les lourdes sanctions imposées à la Russie par les Etats-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni ne seront pas levées même après la fin des affrontements en Ukraine, et les douloureuses expériences de gel des avoirs et des transactions en devises étrangères laisseront une empreinte considérable sur la façon dont la Russie abordera à l'avenir les liens économiques avec l'Occident.

Les bases traditionnelles de la culture russe restent européennes

Troisièmement, sur le plan culturel, les Russes se sont traditionnellement identifiés aux Européens. Le christianisme, l'héritage de la Grèce et de la Rome antiques, les idées de la philosophie française des Lumières et de la philosophie allemande, la littérature et les arts européens, la musique et la danse – tout cela a contribué à façonner et à former la culture russe en elle-même, lui insufflant un puissant élan qui a encouragé son épanouissement. Malgré la récente rupture politique et le changement géoéconomique, les fondements de la culture russe restent définitivement européens.

Cependant, certains éléments de la scène culturelle occidentale actuelle, notamment le culte dominant de l'expression individuelle, le libéralisme galopant qui se fait de plus en plus oppressif, l'érosion des valeurs familiales et la prolifération des genres, jure avec le code culturel plus traditionnel de la majorité de la population russe.

Surmonter l'inertie historique

Cela dit, la nécessité évidente pour la Russie de porter son regard au-delà de l'Occident signifie qu'elle pourra probablement surmonter l'inertie historique, l'héritage des priorités géoéconomiques précédentes et les affinités culturelles.

«Cependant, certains éléments de la scène culturelle occidentale actuelle, notamment le culte dominant de l'expression individuelle, le libéralisme galopant qui se fait de plus en plus oppressif, l'érosion des valeurs familiales et la prolifération des genres, jure avec le code culturel plus traditionnel de la majorité de la population russe.»



Dmitri Trenin
(photo Svetlana TB
sur wikimedia.org)

Dmitri Trenin, directeur du *Carnegie Moscow Center*, y travaille depuis la création du centre. Il est également président du conseil de recherche et du programme de politique étrangère et de sécurité. De 1972 à 1993, il a servi dans les forces armées soviétiques et russes, où il a notamment été officier de liaison au sein du département des relations extérieures du groupe des forces armées soviétiques (stationné à Potsdam) et, de 1985 à 1991, collaborateur de la délégation lors des pourparlers américano-soviétiques sur les armes nucléaires à Genève. Il a également enseigné au département d'études de guerre de l'Institut militaire de 1986 à 1993. De 1993 à 1997, M. Trenin a travaillé comme *Senior Research Fellow* à l'*Institute of Europe* à Moscou. En 1993, il a été *Senior Research Fellow* au *Nato Defense College* à Rome.

grande majorité des pays non occidentaux aient refusé de condamner la Russie pour ce qu'elle fait en Ukraine – beaucoup d'entre eux malgré la forte pression des Etats-Unis – est très encourageant pour Moscou. Dans le sens où ceux qui ne sont pas contre nous pourraient être considérés comme étant avec nous. Il y a un grand nombre de pays, ambitieux et dynamiques, de l'Indonésie au Brésil, et de l'Argentine à l'Afrique du Sud que Moscou pourrait chercher à séduire.

... avec une stratégie appropriée

Pour ce faire, la politique étrangère de la Russie doit développer une stratégie appropriée. Avant tout, elle doit donner aux relations avec les pays non occidentaux la priorité sur ses liens avec l'Occident, qui sont de facto résolument figés. Un poste d'ambassadeur en Indonésie devrait être considéré comme plus prestigieux qu'un poste d'ambassadeur à Rome, et un poste à Tachkent, comme plus important qu'un poste à Vienne.

Il faudrait effectuer un audit des possibilités économiques et autres qui s'offrent à la Russie dans les pays du BRICS, et élaborer un plan pour les concrétiser. Il faudrait aussi qu'en plus du domaine économique, on développe les programmes d'échange d'étudiants et qu'on encourage le tourisme russe à se déplacer vers l'est et le sud. Les médias russes auraient tout intérêt à intensifier leur couverture médiatique des événements dans les principaux pays non occidentaux, afin de sensibiliser l'élite russe et le grand public aux réalités économiques, politiques et culturelles de ces pays.

Source: *Russian International Affairs Council (RIAC)* du 06/07/22

Reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur
(Traduction *Horizons et débats*)

«Le pire, ce sont les mensonges!»

par Karl-Jürgen Müller

Elle est née en Russie et vit depuis longtemps en Allemagne. La guerre en Ukraine est une tragédie, me dit-elle. Mais elle n'attend rien de bon non plus pour l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe. Personne ne peut vraiment prédire ce qui va arriver. Ce qui est sûr, c'est que la prospérité actuelle subira un effondrement massif. Elle s'inquiète beaucoup de l'hostilité à l'égard de tout ce qui est russe. «Mais le pire, ce sont les mensonges», affirme-t-elle, faisant allusion à la manière dont la guerre en Ukraine est couverte chez nous en Occident et aux jugements qui en découlent.

Les préoccupations exprimées par cette femme doivent nous faire réfléchir, nous tous. Elles concernent la guerre en Ukraine, nos relations avec son pays d'origine, la Russie, mais aussi l'avenir du pays dans lequel elle vit aujourd'hui.

Qui aura assisté à l'intervention publique de Robert Habeck, ministre de l'Économie et de la Protection du climat à Bayreuth, diffusée par les écrans de la télévision allemande, il y a environ deux semaines, en aura reçu l'avant-goût de la suite des événements lorsque nos dirigeants politiques exigeront toujours davantage de coupures et de restrictions de la part de nous autres citoyens. De tels dérapages se produisent parallèlement aux constats, devenant de plus en plus évidents, que la responsabilité de ce déclin n'incombe pas à la Russie. En effet celle-ci est largement «fabriquée maison», résultat d'une politique menée dans l'intérêt d'un cercle restreint et opposé à l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe.

Le «narratif» occidental

Eh bien, que se passera-t-il lorsque de plus en plus de citoyens se rendront compte que le récit monotone selon lequel tous les États occidentaux – y compris la Suisse¹ – sont engagés dans une bataille décisive «pour le droit, la liberté et la démocratie» et présumément contre la domination autocratique, la violation du droit et la violence, si ce narratif officiel se révèle être un mensonge, éclatant comme une bulle devant les réalités? Qu'en Ukraine (et ailleurs dans le monde), on n'aura guère affaire à une «Guerre sainte», menée en défense des «valeurs de l'Occident», mais que c'est le désordre mondial actuel, profondément injuste et dominé par

«Quiconque ayant le courage de se confronter aux voix de l'autre côté commence également à examiner la situation de plus près, à entreprendre ses propres recherches et aboutira à des conclusions plus solides. Last but not least: il faut comprendre l'autre côté. Oui, comprendre la Russie n'est pas un délit, mais peut-être la seule voie praticable pour changer de cap et ne pas s'enliser de plus en plus dans la «logique» guerrière.»

l'Occident, qui est en jeu – même si l'issue de cet affrontement est aujourd'hui encore incertaine et que personne ne peut dire avec certitude ce qui attend l'humanité dans les mois et les années à venir?

Malheureusement, il est fort probable que les citoyens qui ne s'appuient que sur nos médias occidentaux acceptent encore longtemps leur propre déclin, souffrant et essayant de se rassurer par l'idée que tout cela servirait à une bonne cause, celle du narratif susmentionné. Il en ira très probablement autrement pour ceux s'informant de manière plus large et plus diversifiée, en dépit des empêchements provenant de la censure croissante dans les États-membres de l'UE. Il s'agit là en effet d'une censure visant à intimider les gens au point qu'ils censurent eux-mêmes leurs propres pensées n'osant même plus, en leur for intérieur, poser toutes ces questions qui exigent des réponses de la part des responsables.

Les médias russes font également partie des médias alternatifs. Face à l'activité médiatique dans un conflit armé, il ne s'agit pas de considérer comme vrai tout ce que l'on y voit, entend et lit. Mais il est nécessaire de regarder et d'écouter les deux côtés, avec un esprit vif. Non pas pour obtenir une autre vision des choses. Mais parce que, en le faisant, de toutes nouvelles questions se posent, questions non pas abordées dans nos médias pourtant de poids, susceptibles de nous donner une vue plus complète de ce qui s'est passé dans notre monde, autant au XX^e siècle qu'à l'heure actuelle, en expliquant les positions opposées.

Quiconque ayant le courage de se confronter aux voix de l'autre côté commence également à examiner la situation de plus près, à entreprendre ses propres recherches et aboutira à des conclusions plus solides. Last but not least: il faut comprendre l'autre côté. Oui, comprendre la Russie n'est pas un délit, mais

peut-être la seule voie praticable pour changer de cap et ne pas s'enliser de plus en plus dans la «logique» guerrière.

Comprendre la Russie, c'est aussi s'éloigner de l'instantanéité, penser et rechercher, par contre, dans une approche historique. Que s'est-il passé pour qu'aujourd'hui – contrairement aux années 1990 – nous ne pouvions plus espérer la coexistence pacifique et l'ère d'un monde solidaire, mais nous devons nous placer face à un monde en plein bouleversement, avec de nombreuses failles et plein de conflits dangereux? Que s'est-il passé pour qu'en décembre 2021, la Russie exige des États-Unis et de l'OTAN, de manière urgente, qu'ils tiennent compte de ses intérêts en matière de sécurité? Et comment s'explique-t-on que, lorsque cette revendication était constamment refoulée (voire ridiculisée) de la part occidentale, la Russie soit finalement intervenue militairement en Ukraine? Dans nos médias alignés sur les intérêts de l'OTAN, on ne trouve aucune réponse convaincante à ces questions, ni aux autres, autant cruciales. Et si l'on en trouvait davantage en consultant, çà et là, les médias russes?

Un exemple offrant toute une gamme de réponses à de telles questions est le reportage vidéo en quatre parties, publié par la «Pravda», largement inconnu chez nous en Occident, intitulé «Poutine l'inconnu» (<https://www.youtube.com/watch?v=ZcaiUZK7Sho>, consulté le 1^{er} août 2022). Du temps de l'Union soviétique, la «Pravda» était le quotidien le plus connu du Parti communiste. Après 1991, elle a connu une histoire mouvementée, en se transformant aujourd'hui en média russe parmi d'autres, propriété d'une société anonyme en activité à l'échelle internationale.

La vidéo se répand à une durée totale de près de deux heures et demie. Réalisés peu après 2010, le son original russe est traduit

par un seul speaker (germanophone), ce qui ne facilite pas, lors de ses nombreuses interviews, la distinction entre les questions et les réponses. Toujours est-il qu'il traite, en plusieurs séquences, les activités clés de Vladimir Poutine dans les années 2000 à 2010. Pour éclaircir l'envergure des problèmes russes dans ses débuts en état démocratique, elles remontent en partie aux années 90, à l'époque de la présidence de Boris Eltsine.

«Poutine, l'inconnu»

Il est impossible de reproduire, dans ces colonnes, le contenu de la vidéo. Force est pourtant d'affirmer que face à ce vidéo, on aura affaire à des questions profondes, caractérisant les processus de départ de la Russie moderne et qui font pratiquement tous défaut dans la couverture médiatique occidentale, pourtant d'une grande importance pour la suite des événements après 2010: omissions dues à la guerre de l'information menée par l'Occident, et surtout par les États-Unis, contre la Russie dès le lendemain de 1991, c'est-à-dire dès la présidence d'Eltsine déjà, mais déferlant surtout dès le début de la présidence de Poutine. La série met toutes ses difficultés sur le devant de la scène: les fonctionnaires et agents des services secrets américains qui, dans les années 1990, siégeaient dans des ministères russes et influençaient les définitions des tâches du gouvernement russe ainsi que l'élaboration des textes de loi russes de ces années; les tentatives de l'Occident et des compagnies pétrolières occidentales d'exploiter les réserves énergétiques du pays pour des intérêts extérieurs au moyen d'une loi sur les «accords de partage de la production»² et de faire payer la Russie pour cette exploitation; les tentatives des oligarques russes ayant des liens étroits avec l'Occident de s'approprier des secteurs clés de l'ancienne industrie soviétique – souvent, en plus, pour les ruiner par le biais de soi-disant réformateurs et de réformes³, afin que la Russie soit réduite au rang de fournisseur de ressources dont l'Occident avait et a besoin; les tentatives occidentales du morcellement du pays géant peu à peu en plusieurs parties, ceci à partir de ses frontières extérieures et au moyen de mouvements nationalistes et de séparatisme (par exemple en Tchétchénie) et de détruire sa capacité de

Suite page 3

Quand les médias incitent à la peur et à la haine

par le Professeur Eberhard Hamer, Mittelstandsinstitut Niedersachsen e.V.



Eberhard Hamer
(photo mad)

Depuis le 24 février 2022, nos médias font de la propagande haineuse contre Vladimir Poutine et la Russie. Depuis lors, la radio d'État, la télévision et la presse battent le tambour de la haine contre Poutine et la Russie, elles exigent des mesures punitives, des sanctions, des livraisons d'armes et que nos hommes politiques se joignent à la procession pour des séances photos chez Selenski, comme les autres fonctionnaires de l'OTAN. Le fait que ce nouveau héros de la propagande ait exclu le président fédéral de la procession en raison de sa «compréhension antérieure pour la Russie» n'a pas été critiqué par les médias allemands comme étant scandaleux, cela a été commenté avec une certaine compréhension.

Nos hommes politiques, qui organisaient auparavant l'approvisionnement en énergie bon marché en provenance de Russie (Schroder, Schwesig), ont été poursuivis par la propagande atlantiste en tant qu'amis de Poutine et de la Russie, c'est-à-dire en tant que collaborateurs de personnes et de peuples haïssables. Ils n'ont pourtant essayé que de poursuivre les intérêts allemands conformément à leur devoir et n'ont pas suivi la nouvelle tendance consistant à remplacer l'énergie russe bon marché par de l'énergie américaine coûteuse, c'est-à-dire qu'ils ont sacrifié notre base de prospérité actuelle d'énergie bon marché par haine commandée contre la Russie, tout cela à notre propre détriment.

Des artistes ont été licenciés uniquement parce qu'ils étaient russes (directeur musical à Munich) ou n'ont plus été autorisés à se produire (Anna Netrebko).

La haine contre Poutine et la Russie suscitée par les médias va désormais si loin que même nos Allemands russes, parfaitement intégrés, sont diffamés, à nouveau exclus et insultés.

Sur ordre des États-Unis, tous les États de l'OTAN exproprient désormais les biens russes, même les biens privés des citoyens russes. Selenski, profondément corrompu, se vante de vouloir ainsi «reconstruire l'Ukraine».

Les médias associent toutes les informations sur la Russie à un supplément de commentaires haineux: On ne parle plus de guerre, mais de «guerre d'agression criminelle de Poutine», on ne parle plus de la Russie, mais de la «Russie belliqueuse», plus d'armées, mais «l'armée russe criminelle» d'une part et de «l'armée ukrainienne héroïque» de l'autre. On ajoute toujours un élément négatif afin de semer la haine dans la population. En revanche, le comédien Selenski, omniprésent dans la politique et les médias du monde entier, et son ambassadeur impertinent en Allemagne ont été élevés au rang de stars, leurs demandes croissantes d'argent et d'armes ont été présentées comme allant de soi, tandis que les hésitations prudentes du chancelier allemand ont été présentées comme irresponsables.

Contrairement à ce qu'affirme Selenski, nous n'avons en aucun cas «une culpabilité particulière due à l'histoire et donc une obligation» à participer à la guerre du côté de l'Ukraine, au contraire, dans l'esprit du chancelier fédéral Olaf Scholz, nous devrions faire preuve d'une prudence particulière avant toute participation à une guerre.

L'attitude prudente de Scholz est l'attitude la plus responsable de nos dirigeants politiques actuels, à savoir ne pas laisser l'Allemagne s'engager à nouveau dans une guerre.

Lors d'une conférence sur la guerre en Ukraine organisée par le Mittelstandsinstitut Niedersachsen, deux opinions se sont opposées de manière presque irréconciliable:

– Un côté exigeait des mesures punitives supplémentaires contre la Russie parce qu'elle avait commencé la guerre et avait envahi l'Ukraine en violation du droit international. Il espérait que ces mesures pénales feraient en sorte que la Russie et Poutine changent d'avis, ou en tout cas, comme Annalena Baerbock l'a décrit, qu'elles «causeraient des dommages durables à la Russie», c'est-à-dire qu'elles mèneraient à une guerre mondiale.

– L'autre côté a demandé en quoi la guerre en Ukraine nous concernait, nous autres Allemands, et pensait que seules des négociations et une désescalade pourraient mettre fin à la guerre, et non des mesures punitives. Pour eux, la participation allemande à la guerre ainsi que les sanctions économiques sont contre-productives, car elles nous nuisent le plus (augmentation durable du prix de l'énergie, arrêt du commerce extérieur avec le principal fournisseur de matières premières de l'Europe). Il a considéré les trois milliards et quelque d'euros versés par l'Allemagne et les livraisons d'armes allemandes pour la guerre en Ukraine comme une confrontation contraire à nos intérêts et une participation à la guerre trop risquée.

La question s'est ensuite focalisée sur le fait de savoir si un gouvernement avait le droit de verser de l'argent allemand pour des guerres étran-

gères dans l'intérêt d'autrui ou s'il s'agissait d'un détournement de fonds au détriment des citoyens et des payeurs allemands (à qui l'on demande des sacrifices et à qui l'on refuse des tâches étatiques plus importantes comme l'assainissement des infrastructures en mauvais état).

Au début, la discussion était mouvementée, mais un accord a finalement pu être trouvé sur les points suivants:

- la haine suscitée par les médias à l'aide d'arguments moraux n'est jamais justifiable, comme le montrent déjà ses effets;
- nous ne devons pas négliger, voire nuire à nos propres intérêts pour poursuivre ceux étrangers aux nôtres (États-Unis, OTAN);
- la modération au sens de Scholz est également justifiée par des intérêts à long terme, car un jour la guerre sera terminée et il faudra à nouveau négocier des livraisons avec le plus grand propriétaire de matières premières d'Europe.

Pourquoi nos médias propagent-ils la haine au lieu de contribuer à la paix et à la négociation? Pourquoi soutiennent-ils des politiciens haineux plutôt que des politiciens modérés? Quel est le pouvoir qui guide ces fonctionnaires des médias dans leur campagne de haine? Pourquoi nous laissons-nous faire? Pourquoi les voix de la paix et les efforts d'apaisement n'ont-ils pas droit de cité?

Il n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne que la guerre se prolonge, comme le prévoient les États-Unis. Sur le plan économique, l'Allemagne est déjà la plus grande perdante occidentale dans la guerre en Ukraine. Les partisans de l'armement ont imposé des sanctions économiques qui nous nuisent, aujourd'hui et à long terme, plus qu'à la Russie. •

(Traduction Horizons et débats)

Syrie: les armes chimiques de Douma

Du danger de jouer avec la vérité

par le Dr. h.c. Hans-Christof von Sponeck



Hans-Christof von Sponeck (photo km)

Hans-Christof von Sponeck a travaillé 32 ans aux Nations unies. Durant cette période, il a notamment travaillé à New York, au Ghana, au Pakistan, au Botswana, en Inde et a été directeur du bureau européen du programme de développement du PNUD à Genève. De 1998 à 2000, il a été coordinateur de l'ONU et secrétaire général adjoint de l'ONU, responsable du programme humanitaire «pétrole contre nourriture» en Irak. En février 2000, il a démissionné pour protester contre la politique de sanctions contre l'Irak. Hans-Christof von Sponeck a été récompensé à plusieurs reprises, notamment par le *Coventry Peace Prize* de l'Eglise d'Angleterre, le *Peacemaker Award des Washington Physicians for Social Responsibility* et le *Bremer Friedenspreis*. Il travaille actuellement avec Richard Falk à la rédaction d'un livre sur la réforme de l'ONU, qui sera publié en 2022.

Le 5 février 2003, Colin Powell, alors ministre américain des Affaires étrangères, présente au Conseil de sécurité des Nations unies des images prises en Irak par la CIA, donc des «preuves visuelles» devant attester la permanence de la possession d'armes de destruction massive par le gouvernement irakien. On ignore délibérément les déclarations de la COCOVINU, la Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations unies, selon lesquelles les preuves sur ce point étaient inexistantes. Six semaines plus tard débute l'«Opération Iraqi Freedom», la guerre menée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, en violation du droit international.

On pourrait en dire autant au sujet de la Syrie, à cette différence près que les preuves

n'ont, dans ce cas, pas été fournies par un gouvernement mais par l'OIAC, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, une institution internationale dont le siège est à La Haye.

Le 7 avril 2018, Douma, une ville de 100 000 habitants située non loin de Damas, aurait été la cible d'une attaque à l'arme chimique. L'OIAC a donc envoyé une équipe de scientifiques pour établir un rapport d'enquête qui concluait que la mort des 43 victimes de cette attaque n'étaient probablement pas dues à l'emploi d'armes chimiques. Cependant les experts mandatés à Douma par l'OIAC se sont aperçus que cette dernière allait publier, en lieu et place de leur propre rapport, un rapport falsifié qui certifiait le recours effectif aux armes chimiques. Les experts de l'OIAC empêchèrent cette mystification. Le rapport final comportait tout de même des représentations truquées de l'attaque et des conclusions non-scientifiques concernant les substances chimiques relevées, la toxicologie constatée et la balistique.

En outre, pour étayer son rapport, l'OIAC ne s'est appuyée que sur les dires d'un seul des deux groupes de témoins identifiés comme ayant été présents lors de l'attaque, c'est-à-dire un groupe de réfugiés syriens, interrogés en Turquie avec l'aide des *Casques blancs*¹. Le second groupe de témoins était principalement constitué de membres du personnel des services médicaux de Damas, qui avaient déclaré travailler à l'hôpital au moment où les victimes de l'attaque chimique présumée cherchaient à s'y faire soigner. Les déclarations de ce groupe de témoins indiquaient que c'était, non pas une intoxication chimique, mais l'inhalation de poussière et de fumée qui avait causé le malaise des patients. Le rapport de l'OIAC passait totalement ces témoignages sous silence et n'en faisait même pas état. En revanche, la partie qui reprenait les témoignages recueillis par les Casques blancs

figurait de manière évidente dans ce même rapport. Ces témoignages avaient été reproduits tels quels, sans mentionner la moindre possibilité de vérification, bien que ces déclarations aient souvent été contradictoires, notamment en ce qui concerne la question de l'intoxication chimique.

Irrégularités et obstructions

En raison de ces diverses et graves irrégularités, plusieurs experts de l'OIAC ont adressé un courrier au directeur général (DG) de l'OIAC, M. *Fernando Arias* en demandant une réunion de discussion en urgence – impliquant l'équipe de l'OIAC qui était intervenue sur le terrain – et concernant la présentation officielle du rapport sur l'attaque de Douma. Cette sérieuse divergence a été rendue publique par la divulgation de documents internes de l'OIAC² et par les déclarations de scientifiques de l'OIAC qui faisaient partie de l'équipe d'enquête de l'OIAC³.

On a assisté ensuite à une flambée d'appels à la transparence. On a exigé que tous les scientifiques de l'OIAC impliqués dans l'enquête de la Douma soient convoqués par le directeur général de l'OIAC afin d'écarter tout soupçon de falsification des rapports lors d'un examen commun. Cela n'a pas été le cas, bien au contraire. Que ce soit au Conseil de sécurité de l'ONU, au Parlement européen ou lors d'entretiens avec des politiciens, partout où il le pouvait, le DG Arias a souligné qu'il soutenait pleinement les conclusions du rapport (manipulé) de la Douma.⁴

Les gouvernements occidentaux, en particulier ceux des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de France qui, le 18 avril 2018, avaient mené les frappes aériennes contre la Syrie, ont affirmé au Conseil de sécurité de l'ONU et dans des déclarations publiques qu'ils ne mettaient pas le moins du monde en doute la crédibilité professionnelle de l'OIAC et de son directeur général. Ils ont présenté ces attaques comme une sanction suite à l'uti-

lisation supposée d'armes chimiques par la Syrie à Douma, sans toutefois mentionner que ces mêmes frappes aériennes avaient été antérieures (!) à l'enquête de l'OIAC.

Toute tentative venant de scientifiques et d'experts du Moyen-Orient pour amorcer une discussion au sein de l'OIAC sur d'éventuelles falsifications des rapports publiés par elle fut donc boycottée par sa direction et par les gouvernements occidentaux. Il ne fut pas non plus possible d'argumenter au Conseil de sécurité de l'ONU, dans le cadre des débats réguliers sur la Syrie. Cela n'avait rien de surprenant, puisqu'il s'agissait d'éviter la remise en question publique du bien-fondé des frappes aériennes sur Douma. Le fait que ces attaques aériennes aient été contraires au droit international n'a de toute façon guère été pris en compte.

Les pressions exercées par les membres occidentaux du Conseil de sécurité ont même empêché l'ancien DG de l'OIAC, l'ambassadeur *José Bustani*, de participer à une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, alors qu'il avait été invité à s'y exprimer. Ce refus a été justifié par le fait que «Bustani avait quitté l'organisation dix ans avant l'attaque de Douma et ne pouvait donc pas participer à la discussion».⁴ Dans sa déclaration, finalement rapportée par *Vassily Nebenzia*, ambassadeur de la Fédération de Russie, Bustani a notamment évoqué l'indépendance, l'impartialité et le professionnalisme de l'OIAC ainsi que les pressions exercées sur l'organisation par «certains» Etats membres. Il a ajouté: «If the OPCW is confident in the robustness of its scientific work on Douma and the integrity of its investigation, then it has little to fear in hearing out its inspectors. However, OPCW continues to hide behind an impenetrable wall of silence ... making dialogue impossible»⁵ [«Si l'OIAC est convaincue de la solidité de son travail scientifique sur Douma et

Suite page 4

«Le pire, ce sont les mensonges»

suite de la page 2

défense; l'utilisation scandaleuse de décès et d'attentats meurtriers pour clouer la Russie et le gouvernement russe au pilori international, sans aucune preuve solide, et ainsi détourner l'attention des questions politiques centrales; finalement la création d'une «opposition» en Russie, qui agissait sans fournir aucune proposition constructive dans l'intérêt du pays, mais qui faisait (et fait) beaucoup pour attirer la jeunesse du pays de son «message» se basant sur des «événements» susceptibles d'affaiblir le pays en attaquant son système de valeurs. En somme, toute une gamme de tentatives de mener, au fil des années, un travail conçu de saper les fondements d'une Russie prospère.

En plus, la vidéo trait également les efforts du gouvernement russe et en particulier du président du pays, largement méconnus dans de nombreux domaines, pour contrer ce phénomène – d'où son titre.

Tout cela et bien d'autres choses encore sont évoquées dans la vidéo et l'étaient déjà il y a dix ans. Et depuis, comme l'affirme la plupart des Russes, ces tentatives occidentales de déstabilisation n'ont pas cessé.

En quête de la vérité

Tout cela n'est-il que de la propagande russe? Les choses évoquées dans la vidéo sont trop graves pour que de tels réflexes de défense puissent en entamer le poids! En particulier à une époque où l'image de la Russie s'est transformée en celle d'ennemi monstrueux. C'est une obligation pour tout citoyen démocratique d'examiner sérieusement le point de vue russe – si l'on veut participer à rétablir la vérité. Un tel élan devrait en effet se produire, afin de surmonter la situation actuelle et de commencer à prendre un nouveau départ, plus honnête, dans les relations internationales. Même si celui-ci semble encore loin actuellement.

Dans son édition du 12 juillet 2022, *Horizons et débats* a donné la parole, en première colonne, à la ministre sud-africaine

des Affaires étrangères, M^{me} *Naledi Pandor*. Ici, au sein d'un pays, des tensions immenses déchiraient, pendant des siècles, les parties déchirant leurs positions irrécyclables, persévérant dans la plus complète injustice – surtout de la part des élites blanches du pays – provoquant des crimes de toutes sortes commis par toutes les parties. Les «commissions vérité», établies en 1996, du temps d'après la fin de l'apartheid, par *Nelson Mandela*, président de l'époque et prix Nobel de la paix, n'avaient pas pour mission d'accuser les gens et de les traduire en justice, mais de contribuer à la réconciliation par le biais d'un débat accessible au public, débat devant servir à établir la vérité et à indemniser les victimes de l'injustice et de la violence.

Même s'il y a eu beaucoup de critiques justifiées sur la mise en œuvre pratique de l'idée de la recherche de la vérité – son travail a pris fin en 1998 – l'idée que le rapprochement et la réconciliation présupposent l'enquête sérieuse de la vérité et de la rendre publique se pose aujourd'hui encore: cette fois-ci non pas à l'intérieur d'un Etat, mais au regard du désordre mondial actuel et dans la perspective de la recherche d'un nouvel ordre mondial qui soit réalisable. Oui, nous en sommes encore loin et personne ne peut dire actuellement comment la lutte actuelle va se poursuivre et se terminer. Mais chaque individu, chaque citoyen peut exiger, avant tout de lui-même, de contribuer à la recherche de la vérité avec les moyens dont il dispose – ne serait-ce que pour lui-même et ses proches dans la vie quotidienne. •

¹ De nombreux commentaires des médias suisses ont recouru, à l'occasion du 1^{er} août, à ce narratif pour plaider en faveur d'une rupture avec plus de 200 ans d'histoire suisse et ainsi, pour un rapprochement avec l'OTAN et l'UE, ce qui revient à opter pour la fin de la neutralité suisse.

² cf. pour l'introduction https://de.wikipedia.org/wiki/Production_Sharing_Agreement

³ La vidéo renvoie, dans ce contexte, au livre de *John Perkins*, connu également en Occident, intitulé *Les confessions d'un assassin financier*

La Serbie doit rester ferme sur ses positions

par Živadin Jovanović, président du Forum de Belgrade pour un monde égalitaire

hd. Des tensions palpables se sont signalées dans la région du nord-Kosovo le 31 juillet dernier à la frontière entre la Serbie et le Kosovo, où la population majoritairement d'origine serbe avait érigé des barrages et où on aurait même entendu des coups de feu. Živadin Jovanović, ancien ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie (1998–2000), nous livre ci-dessous ses commentaires sur les événements.

La raison officielle de ces derniers événements serait attribuée à la volonté de Pristina de supprimer l'attribution de documents d'identité personnels et de plaques d'immatriculation serbes, que les autorités serbes délivraient auparavant à ceux de leurs concitoyens vivant dans le Nord-Kosovo. Afin d'imposer ces mesures par la force, Pristina procède au déploiement de forces armées aux différents points de passage des frontières administratives. La réaction immédiate des Serbes du Kosovo et de la Métochie: ils ont bloqué hier les routes principales et les points de passage administratifs, en les obstruant avec des camions et des engins de chantier ainsi qu'en organisant des manifestations massives, principalement dans le nord de la province, là où vivent la majorité des 130 000 Serbes encore présents sur le territoire. Avant le nettoyage ethnique de 1999–2003, la province comptait environ 300 000 Serbes.

Une autre réaction, celle des officiels serbes, consistait à décrire l'actuelle situation, provoquée par les mesures hors-la-loi en même temps qu'illégitimes, comme «la pire qu'on ait observé depuis des décennies» et que l'objectif (des autorités kosovares) était de finaliser le nettoyage ethnique de tous les Serbes. Ils ont également affirmé que la Serbie protégerait ses ressortissants pour qu'ils ne soient pas victimes d'un nouveau pogrom, similaire à celui de 1995 en Croatie, dit «La tempête». La Serbie a demandé aux puissances occidentales d'exercer leur influence sur Pristina afin d'éviter le pire.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Pristina a rapporté la proposition du gouvernement

américain de reporter de 30 jours l'application des mesures mises en œuvre par Pristina, tout en précisant que cela ne signifiait pas l'annulation de ces dernières.

Les Etats-Unis, selon moi, ne soutiennent les mesures prises par Pristina que pour la seule et unique raison qu'ils ont été les artisans de l'agression de l'OTAN en 1999, de la partition illégale décrétée en 2008 et de la reconnaissance qui s'en est suivie par les pays membres de l'UE et de l'OTAN, ainsi que par certains gouvernements amis. Les événements actuels font partie des pressions conjointes exercées par les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE à l'encontre de la Serbie pour l'obliger à appliquer les sanctions envers la Russie, à rompre son partenariat stratégique avec la Russie et la Chine, à reconnaître la partition illégale et criminelle de la province du Kosovo-et-Métochie et à accepter de devenir membre de l'OTAN. Tout cela fait partie de l'expansion des Etats-Unis et de l'OTAN vers l'Est et de l'escalade contre la Russie et la Chine. La résistance opposée par la Serbie aux sanctions antirusse, les succès diplomatiques remportés, en particulier dans les régions arabes et africaines, ainsi que l'amélioration de la coopération avec la Chine ont peut-être joué un rôle dans le renforcement des pressions et du chantage exercés sur la Serbie par les Etats-Unis, l'OTAN et l'UE.

La Serbie doit continuer à défendre sa souveraineté, son intégrité territoriale, sa neutralité militaire et son indépendance en matière de politique étrangère. Le statut de la province du Kosovo et Métochie ne peut être résolu que dans le cadre du droit international et de la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies. La Serbie ne se rendra pas et ne se soumettra pas à la géopolitique de ceux qui tentent de compenser les pertes en Ukraine, ou de renforcer les positions de négociation avant les inévitables négociations mondiales sur le nouvel ordre mondial européen et mondial post-guerre d'Ukraine. •

(Traduction *Horizons et débats*)

«Syrie: les armes chimiques ...» suite de la page 3

de l'intégrité de son enquête, elle ne devrait rien avoir à craindre d'une audition de ses inspecteurs. Au lieu de cela, elle se dissimule derrière un mur de silence impénétrable ... rendant tout dialogue impossible.]]

Le «BerlinGroup21» se mobilise

C'est justement la description de ce qui s'est passé à Douma qui a conduit à la formation du *BerlinGroup21* (BG21) fin 2020. Ce petit groupe de personnes a pour objectif de continuer à informer le public sur la controverse concernant l'utilisation présumée d'armes chimiques à Douma⁶. En mars 2021, le BG21 a publié une «Déclaration d'intérêt» (Statement of Concern), rédigée et signée par 28 personnalités universellement respectées. Parmi les signataires figurent notamment quatre hauts responsables de l'OIAC, ainsi que l'ancien directeur général de l'OIAC, M. l'Ambassadeur *Bustani*, Lord *West*, Premier Sea-Lord et ancien chef d'état-major de la marine britannique et bien d'autres personnalités justifiant d'une longue expérience dans les domaines juridique et militaire, ainsi que dans celui du renseignement et de la diplomatie.⁷

Ce communiqué souligne les graves irrégularités scientifiques et les omissions de contenu dans les rapports publiés par l'OIAC à la Douma, exige la transparence, demande que les inspecteurs de l'OIAC soient entendus et que toutes les parties concernées rendent des comptes. Il met en garde contre le risque de discrédit encouru par l'organisation en l'absence de toute audition. Il est également mentionné que cette gestion très particulière de l'enquête sur Douma pourrait remettre en question la fiabilité d'autres rapports de l'OIAC sur la Syrie, comme par exemple l'enquête sur l'attaque de 2017 à Khan Shaykhun.

Ce communiqué a été envoyé par le BG21 aux 193 États membres de l'ONU et de l'OIAC, aux présidents de l'Assemblée générale de l'ONU, du Conseil de sécurité de l'ONU et du Conseil des droits de l'homme. Ont également été informés le secrétaire général *António Guterres*, la haut-commissaire aux droits de l'homme *Michelle Bachelet* et le président de la Commission des Nations unies pour la Syrie, *Paolo Sergio Pinheiro*, qui ont tous été invités à faire part de leurs commentaires. Le DG de l'OIAC Arias a, lui, été informé par courrier.

Silence total de l'ONU et de l'OIAC

On ne peut que qualifier de consternante la réaction des institutions internationales contactées. Aucune des branches «politiques» de l'ONU, à savoir l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité à New York, ainsi que le Conseil des droits de l'homme à Genève, n'a réagi. En ce qui concerne les fonctionnaires représentant la partie 'opérationnelle' de l'ONU, à savoir le Secrétaire général, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et la Sous-Secrétaire générale au désarmement, aucun d'entre eux n'a réagi non plus. Seul le chef de la commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie a confirmé la réception du rapport en indiquant brièvement que Douma ne faisait pas partie des lieux sur lesquels la commission avait enquêté. Le directeur général de l'OIAC a accusé réception du communiqué en retournant son courrier au BG21 sans l'avoir ouvert (!).

Se prononcer sur la question de savoir si le mandat de l'OIAC d'enquêter sur une éventuelle utilisation d'armes chimiques à Douma a été potentiellement transgressé est sans aucun doute une tâche difficile pour le Conseil d'administration de l'organisation. Mais c'est également un véritable enjeu pour les Nations unies, en particulier pour les dirigeants de l'ONU tels que Guterres, Bachelet, Pinheiro et *Nakamitsu*, d'autant plus qu'il est de leur responsabilité fondamentale de promouvoir la paix et la sécurité. Le dossier relatif aux armes de destruction massive, et donc également à ce qui s'est passé à Douma, est partie intégrante de ces responsabilités.

En effet, ces dirigeants sont tenus aux yeux de l'opinion publique de dénoncer les injustices et de travailler à la dépolitisation des connaissances scientifiques. Les institutions des Nations unies chargées du désarmement, de la médiation et de la protection des populations perdent toute raison d'être si elles ne

prennent pas ces engagements fondamentaux au sérieux.

La signification de la distorsion des rapports de l'OIAC sur la Douma, visant à légitimer les attaques militaires occidentales en Syrie, pèse encore plus lourd dès lors que les informations sur la Douma sont analysées dans un contexte historique plus large. Dans le cadre de cet article, l'exemple du pays voisin, l'Irak, suffira à mettre en évidence les risques encourus par les personnes, les organisations et le droit international lorsque les cartes du «grand jeu» sont systématiquement biaisées.

Souvenirs d'Irak

À la fin des années 1990, le Conseil de sécurité de l'ONU a longuement débattu de l'évaluation des conditions de désarmement – ou non – du gouvernement de *Saddam Hussein*. Pour les uns, l'Irak était désarmé, pour d'autres, au nombre desquels on trouvait Scott Ritter – à l'époque l'un des plus grands experts en désarmement de l'ONU –, l'Irak était désarmé, si ce n'est quantitativement, du moins qualitativement, et ne représentait donc plus de danger.

Après l'évacuation le 16 décembre 1998 de l'ensemble de l'équipe des Nations unies chargée du désarmement de Bagdad et la fermeture du bureau de l'UNSCOM et de ses laboratoires chimiques et biologiques, a

«En effet, ces dirigeants sont tenus aux yeux de l'opinion publique de dénoncer les injustices et de travailler à la dépolitisation des connaissances scientifiques. Les institutions des Nations unies chargées du désarmement, de la médiation et de la protection des populations perdent toute raison d'être si elles ne prennent pas ces engagements fondamentaux au sérieux.»

débuté l'opération «Desert Fox», le bombardement de Bagdad par l'armée de l'air américaine, qui a duré quatre nuits, en violation du droit international.

Washington avait auparavant brièvement informé de cette intervention militaire le secrétaire général de l'ONU de l'époque, *Kofi Annan*. Celui-ci avait parallèlement pris la décision – politiquement correcte – d'évacuer les membres du personnel de l'ONU stationnés localement vers la Jordanie, tout en laissant en Irak une équipe de 28 employés internationaux de l'ONU travaillant dans le cadre du programme humanitaire «pétrole contre nourriture».

Ce dernier point est significatif, car au cours des mois qui ont suivi, le personnel de l'ONU à Bagdad s'est montré de plus en plus préoccupé par les risques potentiels que présentaient les produits stockés dans les laboratoires de désarmement sécurisés de l'ONU. C'était surtout le cas des employés irakiens de l'ONU, qui en savaient plus long que leurs collègues étrangers, car ils étaient sans aucun doute en contact avec les services secrets irakiens, le *Muhaberat*.⁸

Après de longues discussions entre différents départements des Nations unies à New York, Kofi Annan décida en juin 1999 de confier à l'OIAC le soin d'envoyer à Bagdad une commission d'enquête. Celle-ci était chargée de détruire les substances toxiques présentes dans les laboratoires de désarmement chimique et biologique. La commission d'enquête devait inspecter tous les locaux de l'agence de désarmement de l'ONU à Bagdad, à l'exception des chambres 252 et 253A, «car ces locaux abritaient des éléments appartenant à un gouvernement étranger»!

Il ne faisait aucun doute qu'il s'agissait du gouvernement américain. Cette restriction signifiait en outre que les collaborateurs de l'ONU de nationalité américaine disposaient, à l'intérieur du bâtiment de l'ONU à Bagdad, d'un statut spécial et privilégié. Et ce, alors que c'est précisément dans ce bâtiment de l'ONU qu'on allait devoir procéder à des enquêtes sur le désarmement de manière impartiale et avec la plus grande rigueur scientifique. Quel abus de pouvoir de la part d'une institution internationale!

On peut également se demander pour quelle raison les Nations unies avaient fixé à l'OIAC un cadre de référence aussi étroit pour sa mission en Irak, avec pour seul mandat la destruction de certaines substances? Ce cadre a-t-il été choisi de manière inconsciente ou intentionnelle? Pourquoi l'ONU ne sou-

haitait-elle pas découvrir l'origine des substances stockées dans les laboratoires?

Le Dr *Amer al-Sa'adi*, un scientifique irakien expérimenté qui n'était pas membre du Baas, le parti au pouvoir, voulait justement que la mission de l'OIAC le lui explique. En tant que représentant du Ministère irakien de la Défense, al-Sa'adi a rencontré les quatre scientifiques mandatés par l'OIAC, trois experts en chimie et un expert en biologie, dans le bâtiment de l'ONU à Bagdad. Lorsqu'il a appris que les experts n'étaient venus que dans le but de détruire certaines substances retrouvées sur place, il a déclaré: «Vous privez ainsi l'Irak de sa dernière chance de prouver que le VX n'est pas de fabrication irakienne mais qu'il a été importé de l'extérieur!»⁹ Jusqu'à présent, cette question est restée sans réponse.

Ce fait majeur ressemble à une brique insérée dans la construction de l'édifice irakien que le gouvernement américain de l'époque cherchait à bâtir à coups de fausses informations récurrentes et de déstabilisation.

L'objectif principal en était d'opérer un changement de régime (regime change) afin de libérer le pays de son dictateur.¹⁰ Les «preuves» fictives présentées par le secrétaire d'État Colin Powell au Conseil de sécurité de l'ONU le 5 février 2003 sont à présent de notoriété mondiale. Il a insisté sur le fait que

l'Irak était toujours en possession d'armes de destruction massive, alors qu'elles étaient totalement inexistantes. Ce qui est moins connu, c'est une attaque aérienne américaine d'avril 1999 au nord de Mossoul, au cours de laquelle, selon un communiqué de presse, des «installations de radar et d'artillerie» irakiennes auraient été détruites. En fait, lors de cette attaque, ce sont six malheureux bergers et leur troupeau de 101 moutons qui ont perdu la vie.¹¹

Le BG21 réclame des explications, pas des manœuvres d'intimidation

Quel rapport avec l'OIAC et la Douma? Pour commencer, il ne faut pas confondre ces propos avec une quelconque tentative de défense de l'actuel gouvernement syrien de *Bachar el-Assad* ou de l'ancien régime de *Saddam Hussein* en Irak. Les activités du *BerlinGroup21* ont pour seul objectif de protéger la vérité, le travail scientifique, le droit international et l'intégrité de l'OIAC et des Nations unies. C'est pour ces seules raisons que le BG21 a consacré son temps et son énergie à dénoncer la stratégie de la politique occidentale, notamment américaine, à l'égard des dictatures en Syrie et, auparavant, en Irak. En Irak et en Syrie, cette stratégie incluait, outre la manipulation des faits, de recourir à d'autres «éléments de base» tels que ceux mentionnés ci-dessous:

- Entraves aux experts et autres associations pour les empêcher de prendre la parole dans les forums internationaux et nationaux et de rectifier ainsi les informations inexactes;
 - Chantage exercé sur les organismes tels que l'OIAC et l'ONU, menacés de coupes dans leurs subventions;¹²
 - Piratage d'ordinateurs afin de faire obstacle aux échanges d'informations cruciales;
 - Organisation de sabotages et d'opérations sous fausse bannière;
 - Attribution de soutiens financiers occultes à des minorités nationales et des groupes d'opposition;
 - Menaces exercées à l'encontre de représentants de l'OIAC et de l'ONU.¹³
 - Entraves à l'intervention d'experts et d'associations indépendantes qu'on empêche de s'exprimer dans des instances internationales et nationales et de corriger des informations erronées;
- Le BG21 est bien conscient que ses propos seront violemment rejetés par le plus grand nombre. Ceux qui se battent pour faire éclater la vérité sur ce qui s'est passé à Douma sont accusés d'incompétence, de naïveté, de corruption et sont considérés comme de vul-

gaires sous-fifres. Mais cela n'empêchera pas les personnalités de renommée internationale qui ont signé la «déclaration d'intérêt» de persister dans leurs revendications légitimes.¹⁴

Des parlementaires européens ont demandé un rapport sur Douma. Celui-ci a été finalisé à l'état de projet par le BG21 et sera bientôt présenté à ce même Parlement. Ce rapport complet et analytique, basé sur des documents authentiques accessibles au public, expose en détail la manière dont les preuves ont été occultées et de quelle façon ont été commises des fraudes scientifiques et des infractions aux règles.

Il est à espérer que la direction de l'OIAC prendra sérieusement en considération le rapport du *BerlinGroup21* et acceptera que tous les inspecteurs qui ont participé à l'enquête de la Douma y contribuent de manière transparente et inclusive, afin de pouvoir procéder à une nouvelle évaluation du rapport publié par l'OIAC.

¹ Les «Casques blancs» opéraient principalement dans les régions occupées par l'opposition syrienne. Comme le montrent les articles de Wikileaks, les «Casques blancs» ont une réputation extrêmement discutée.

² *Brian Whitaker*, ancien rédacteur pour le Moyen-Orient. *OPCW and the leaked Douma Documents: What we know so far*. Ds.: *The Guardian* du 21/05/19

³ Par exemple à l'occasion de son entretien avec M. Guterres, Secrétaire général de l'ONU, le 06/11/19 à New York.

⁴ *Revue de droit public étranger et de droit international public* (GPIL)

⁵ UN/S/P v. 8764 (05/10/20)

⁶ Les membres fondateurs du BG21 sont S. E. *José Bustani*, ancien ambassadeur et ex-directeur général de l'OIAC; Dr. h.c. *Hans-C. von Sponeck*, ancien secrétaire général adjoint des Nations unies et le professeur *Richard Falk*, professeur émérite de droit international à l'université de Princeton.

⁷ voir: *www.BerlinGroup.org*

⁸ Les collaborateurs irakiens de l'ONU devaient régulièrement rendre compte aux services secrets irakiens du déroulement de leur mission à l'ONU.

⁹ L'auteur avait participé à cette réunion. Voir aussi: von Sponeck, Hans-Christof. *A Different Kind of War. The UN Sanctions Regime in Iraq*, page 230.

¹⁰ L'«Iraq Liberation Act» de 1998 stipule: «It should be the policy of the United States to support efforts to remove the regime headed by Saddam Hussein from power in Iraq». La loi a été signée le 31/10/1998 par le président américain *Bill Clinton*.

¹¹ voir: *Communiqué de presse de l'US European Command* (USEUCOM) du 30/04/99

¹² Le gouvernement américain paie 20% du budget annuel de l'OIAC.

¹³ L'ambassadeur américain John Bolton a déclaré à DG *Bustani* lors d'une visite de l'OIAC à La Haye: «We know where your children live!»

¹⁴ Le 12 mai 2021, l'ambassadrice allemande auprès de l'OIAC, *Gudrun Lingner*, a déclaré lors d'un webinaire international, en référence à la «Déclaration d'intérêt» et aux déclarations de 28 personnalités, au nombre desquelles quatre Allemands, notamment le professeur *U. Gottstein*, cofondateur de la section allemande d'IPPNW: «They are throwing mud again and again, even when clear answers have been given, [...] throwing mud hoping that something might stick [...]»

Première publication: *IMI-Analyse* 2022/31 (juin 2022); Reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur.

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

«Les intérêts nationaux» – des repères pour la politique allemande et européenne dans une période de bouleversements mondiaux

Plaidoyer de Klaus von Dohnanyi en faveur d'un changement de cap politique

par Winfried Pogorzelski



Dans son livre paru avant le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'ex-politicien membre du SPD Klaus von Dohnanyi (né en 1928) – secrétaire d'état au ministère de l'Économie, puis ministre d'état de l'Office des Affaires étrangères des gouvernements Willy Brandt et Helmut Schmidt, plaide pour une réorientation de la politique en fonction des intérêts fondamentaux des nations de l'Europe. De par leur histoire personnelle et leur culture, les Etats européens sont trop différents pour pouvoir se fondre en une Union européenne homogène, courant le risque par ailleurs de se voir instrumentaliser par les Etats-Unis dans le cadre de leurs plans de politique de puissance mondiale. La seule véritable perspective de l'Europe serait de se transformer en une puissance économique compétitive. Lors de divers interviews, Klaus von Dohnanyi a exprimé des avis critiques au sujet de la ligne politique actuellement adoptée par l'Allemagne au sujet de l'Ukraine. Depuis le 24 février, les événements se sont enchaînés et ce livre fait déjà figure de relique d'une époque révolue, tout en illustrant d'autant plus les occasions manquées, et pour quelles raisons, de rendre le monde plus sûr et plus serein grâce à des choix politiques différents.

S'appuyer sur l'Etat-nation, surtout dans les relations avec les grandes puissances

Klaus von Dohnanyi plaide en faveur d'un engagement sans équivoque en faveur de «l'état-nation démocratique» (p. 149 et suivantes), car lui seul – contrairement à une communauté de pays comme l'Union européenne – dispose de toute la légitimité nécessaire grâce à des élections libres et à la séparation des pouvoirs.

En tant que tel, il est tenu d'agir au travers de ses institutions dans l'intérêt de la population, car il est responsable de son bien-être et de la préservation de ses perspectives d'avenir et de prospérité générale. Et ce, qu'il s'agisse de démocraties ou de dictatures.

Les Etats-Unis sont bien sûr la grande puissance qui, au travers de ses intérêts et de ses mesures politiques, a le plus influencé les décisions sur notre continent tout comme celles des nations qui le composent. Ils dominent l'Europe en matière de politique étrangère et de stratégie de sécurité, ce qui a des répercussions considérables sur les Etats-nations: Ceux-ci se retrouvent impliqués dans des conflits entre les Etats-Unis et d'autres grandes puissances et doivent assumer des décisions cruciales, qu'elles aillent ou non dans leur intérêt. Traditionnellement, la politique nord-américaine consiste à imposer à d'autres états, sans tenir compte de leur histoire et de leur mentalité, son propre système comme seul recours de salut – que ce soit par le biais de sanctions ou en faisant usage de la force militaire – avec la plupart du temps le résultat inverse, qui était justement ce qu'on souhaitait éviter. Là encore, les intérêts des états qui sont concernés ne sont pas pris en compte (p. 73).

Plaidoyer en faveur de relations de bon voisinage avec la Russie européenne

L'auteur doute que la Russie ait un quelconque intérêt à s'étendre vers l'Ouest, en tout cas il n'en existe aucune preuve. Par contre, il comprend bien que pour la Russie, l'élargissement de l'OTAN à l'Est constitue «le sujet le plus irritant de la politique occidentale en Europe de l'Est» (p. 65), et ce d'autant plus que le secrétaire d'Etat américain de l'époque, James Baker, avait assuré à Mikhaïl Gorbatchev qu'il renoncerait à un élargissement de l'OTAN vers l'Est. Dohnanyi démontre en détail que ce facteur a été à la base des discussions entre Helmut Kohl et Mikhaïl Gorbatchev, lesquelles ont ensuite abouti à «l'adhésion de Kohl à l'union monétaire – et donc pour la réunification – sur la base de la promesse américaine» (p. 67).

Le président américain George H. W. Bush, étant en désaccord avec Baker, est revenu sur ses engagements en prononçant ces mots cinglants: «Au diable tout cela. Nous avons

obtenu gain de cause, pas eux. Nous ne pouvons pas permettre aux Soviétiques de récupérer la victoire dans les griffes de la défaite et de transformer ainsi une défaite en victoire à la dernière minute» (p. 68 et suivantes). Il est évident pour l'auteur que les Etats-Unis ont ainsi manqué leur plus grande chance d'assurer une paix durable en Europe. De 1990 à nos jours, la politique de l'Occident, sous la houlette des Etats-Unis, n'est plus rien qu'une confrontation avec la Russie sans motif. Il faudrait au contraire faire preuve de diplomatie pour préserver les intérêts sécuritaires de l'Europe centrale, voisine de la Russie. Au lieu de quoi, on a fait progresser l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, ce qui a empoisonné les relations avec la Russie et entraîné l'Europe dans des conflits avec d'autres grandes puissances (p. 72). A cela s'ajoute le fait que les Etats-Unis se considèrent comme une «nation exceptionnelle», appelée à encourager les autres pays, et finalement le monde entier, à adopter la démocratie, convaincus qu'ils sont apte de rendre ainsi le monde plus sûr. Les opposants à cette politique impérialiste se sont déjà heurtés à Theodor Roosevelt (1858–1919), qui les avait carrément diabolisés en les traitant de «sentimentalistes inutiles du type du conciliateur international» et en leur attribuant un «caractère mollasson» qui «gri-gnotait les principales qualités combattives de notre race» (p. 74).

Les Etats-Unis et l'Europe – une communauté de valeurs qui se fissure

Cette politique se dissimule sous le paravent de la communauté de valeurs occidentale tant célébrée qui, pour Dohnanyi, se résume aux seuls principes communs que sont le suffrage universel, la liberté de la presse et la démocratie. En ce qui concerne la responsabilité individuelle de chaque citoyen vis-à-vis de son avenir, le profond fossé qui sépare riches et pauvres et le financement privé des partis, les différences sont considérables. Même certains scientifiques américains parlent de «démocratie ploutocratique». Et les présidents Bill Clinton et Donald Trump ont pu se permettre des infractions qui, si elles étaient commises par un ministre-président allemand, entraîneraient immédiatement sa destitution.

En matière de droit international, on note également de sérieuses différences: «Apparemment, les citoyens américains valent mieux que les citoyens d'autres pays» (p. 77), remarque Dohnanyi avec dédain. La grande puissance refuse en effet de reconnaître la Cour de La Haye et brandit même la menace de sanctions au cas où l'un de ses citoyens serait amené à y rendre des comptes. Ce faisant, elle n'hésite pas à enchaîner les interventions contraires au droit international. Et là, on se frotte les yeux: le droit américain autoriserait même l'assassinat de certaines personnes («targeted killing») si celles-ci étaient considérées comme une menace pour la sécurité des Etats-Unis (p. 77).

Les sanctions, autrement dit les guerres économiques, font également partie de l'arsenal de la politique étrangère américaine. On y a recours lorsque d'autres méthodes semblent inadéquates ou trop risquées. Pourtant, elles ne servent généralement pas à grand-chose, voire même à rien du tout, comme l'explique Dohnanyi en citant l'exemple du problème des Ouïghours en Chine. Au contraire, les pays mis en cause réagissent violemment et c'est avant tout la population de ces pays qui est pénalisée, ce qui rend ces mesures contraires au droit international. L'auteur a le mérite d'exposer clairement ces faits, alors que tous les hommes politiques allemands rivalisent actuellement pour devenir l'auxiliaire le plus rapide et le plus inconditionnel de la politique américaine!

L'Europe est-elle protégée par l'OTAN? Ou est-elle un potentiel théâtre de guerre?

Après avoir rendu hommage, avec une étonnante naïveté, aux mérites du «général en chef extra-européen» (p. 90), les Etats-Unis, qui ont libéré l'Europe de la violence et des guerres – la dernière en date étant «l'intervention salvatrice lors de la guerre des Balkans» (ibid.)

–, Dohnanyi mentionne également le prix à payer, à savoir la perte de souveraineté de l'Europe du fait de la prise en charge de la sécurité du continent par les Etats-Unis. Concrètement, cela signifie qu'en cas de conflit entre les Etats-Unis et la Russie, l'Europe serait le théâtre d'une guerre où des armes nucléaires pourraient également être utilisées – sans aucun risque pour les Etats-Unis, bien entendu.

Pour l'auteur, la question se pose de savoir si l'Europe pourrait devenir souveraine en tant que puissance militaire, par exemple pour se défendre contre la grande puissance russe. Le général de Gaulle avait déjà imaginé une force de défense européenne indépendante de l'OTAN, au sein de laquelle la France, puissance nucléaire terrestre et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, pourrait s'imposer dans le rôle du leader.

Pour M. Dohnanyi, ce concept se heurte aujourd'hui à la diversité de l'Europe, qui englobe aussi les intérêts les plus divers des différents pays. On peut envisager une politique de sécurité commune, mais pas une politique de défense commune. Les échanges qu'Angela Merkel et Emanuel Macron ont engagés avec la Russie ont porté leurs fruits en débouchant sur les Accords de Minsk. L'Allemagne et la France – selon les recommandations de Dohnanyi – devraient continuer à prendre les devants et à mener une politique de paix active en maintenant le dialogue avec la Russie dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe.

Echec cuisant de la politique de sécurité en Allemagne et en Europe de l'Est

Dohnanyi critique une nouvelle fois l'élargissement à l'Est de l'alliance militaire sous l'égide des Etats-Unis. Entre-temps, des esprits aussi prestigieux que Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité du président Jimmy Carter, et Williams Burns, autrefois ambassadeur des Etats-Unis en Russie et actuel chef de la CIA, ont eux aussi critiqué cette politique. Selon eux, ces mesures ne relèvent pas d'une politique de paix européenne intelligente pour le bien du continent européen. Garantir la sécurité de l'Ukraine aurait été possible même sans adhésion à l'OTAN, notamment grâce aux deux Accords de Minsk. Mais sur ce point, l'Ukraine n'a pas évolué depuis des années et les Etats-Unis n'ont jamais manifesté d'intérêt pour des avancées dans ce contexte. Klaus von Dohnanyi revient encore sur le courage de Mikhaïl Gorbatchev, dont devrait s'inspirer l'Occident: il faut penser différemment. Fin 2021, il place encore ses espoirs dans le nouveau gouvernement fédéral, dont les membres du SPD et du FDP «devront préserver le précieux héritage commun des années 1970 et 1980 en lui insufflant une nouvelle vie». «En effet, les deux partis ont tous deux une longue tradition d'Ostpolitik réussie qu'ils devraient à présent [...] remettre au goût du jour. Dans ce contexte, le nouveau gouvernement devrait faire comprendre aux Etats-Unis que leur «tête de pont» sur le continent européen sera d'autant mieux accueillie si les Etats-Unis encouragent la détente dans les relations avec la Russie». (p. 111)

Lorsqu'il a écrit ce livre, Dohnanyi a perçu le danger que représentait la pire tournure possible des événements. Et cela s'est effectivement produit, tous les espoirs ont laissé place à une désillusion totale: le nouveau gouvernement – en particulier le ministre de l'Economie et vice-chancelier Robert Habeck et la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock, tous deux issus des rangs des Verts, les pacifistes d'autrefois – est prêt à suivre aveuglément le sillage des Etats-Unis dans le cours de la guerre en prenant des sanctions contre la Russie et en livrant des armes à l'Ukraine.

Perspectives de l'Union européenne

L'auteur aborde également en détail la question de l'UE et de ses particularités structurelles et économiques. Sur le plan militaire, elle ne peut et ne veut pas jouer de rôle décisif, tout au moins selon les critères internationaux. L'objectif à atteindre devrait donc être «une

position neutre vis-à-vis des alliances» (p. 119). Pour celui qui ne peut se défendre seul contre celui qui est plus fort que lui, le moyen le plus sûr est de ne pas s'immiscer dans les conflits qui opposent les plus grands.

En revanche, la diversité des facultés culturelles, scientifiques et économiques y est unique au monde. L'Europe fait preuve de puissance et de compétences en matière de protection du climat et de l'environnement, tout en assurant l'équilibre social.

Certains indicateurs économiques montrent cependant que les Etats-Unis et la Chine continuent à prendre le pas sur l'Europe, par exemple en ce qui concerne la création de très grandes entreprises au cours des 25 dernières années; «The Economist» diagnostique que le continent a «perdu son ambition entrepreneuriale [...]» et que «la principale raison du retard de l'Europe dans la concurrence mondiale» réside probablement «dans une politique erronée de la Communauté européenne» (p. 163).

Côté politique étrangère, c'est sur l'Allemagne que l'auteur braque les projecteurs: Côté politique étrangère, l'auteur en appelle particulièrement à l'Allemagne: la politique du «changement par le rapprochement», telle que l'ont inaugurée Willy Brandt et Egon Bahr et que les Etats-Unis ont toujours rejetée, a conduit à la réunification sous Helmut Kohl. Cette politique reste aujourd'hui encore un modèle diplomatique, non seulement pour l'Allemagne, mais aussi pour l'UE dans la gestion de ses relations avec les puissances mondiales.

La guerre en Ukraine

A l'occasion de l'émission «Maischberger» sur la chaîne allemande ARD (11 mai 2022), Dohnanyi, 94 ans, s'est obstinément refusé à suivre la présentatrice dans ses diverses tentatives pour présenter une image négative de Vladimir Poutine.

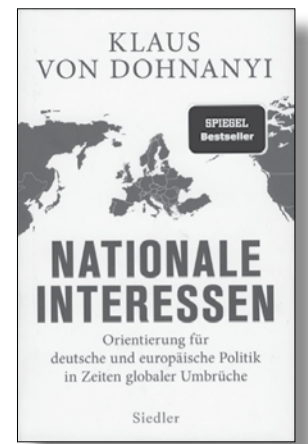
Ce dernier avait depuis longtemps et pour de multiples raisons exigé que l'Ukraine ne devienne pas membre de l'OTAN. L'Occident, les Etats-Unis en tête, a imposé des sanctions à la Russie et fait la sourde oreille. «On ne négociera pas sur ce qui vous semble important», telle est depuis toujours la position de Joe Biden vis-à-vis de la Russie.

Il est clair que la possibilité d'empêcher une escalade du conflit était entre les mains de l'Occident, des Etats-Unis, qui ont continué à ignorer les intérêts de la Russie en dépit de tous les avertissements, y compris dans leurs propres rangs, et ont laissé les efforts de négociation du Kremlin tomber à l'eau.

Ce livre mérite d'être lu: il est le fruit de la réflexion sur l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe venu de la part d'un ex politicien couvert de responsabilités, qui a su tirer profit de sa riche expérience politique, de l'étude de l'histoire et de la lecture des articles publiés par de nombreux spécialistes et témoins de l'époque.

Aux Allemands, il écrit qu'ils devraient s'affranchir de leur dépendance politique vis-à-vis des Etats-Unis et œuvrer avec des partenaires à l'équilibre et à la coopération sur le continent eurasiatique, afin de se rapprocher de l'objectif d'une coexistence pacifique stable et d'échanges économiques. Il souhaite à tous «le courage politique ainsi que de la patience pour un grand débat» (p. 224), et en souhaite surtout tout autant au Parlement.

Le vétéran et homme d'état, Klaus von Dohnanyi, pense certainement à de futures étapes à plus long terme. Jusqu'à présent, son vœu n'a pas été exaucé; mais on ne saurait trop encourager tout politicien responsable à ne pas prendre ses paroles d'avertissement à la légère.



ISBN 978-3-8275-0154-7

«Adhérer à une alliance de guerre par la petite porte, c'est abolir la neutralité par la même attitude malhonnête»¹

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Depuis fin février, le Conseil fédéral se soumet au commandement de Washington et de Bruxelles et adopte un paquet de sanctions contre la Russie après l'autre. De nombreuses personnes dans le pays ont la tête qui tourne à cause du flot de «news» et de «fake news» dans les médias et à cause des déclarations précieuses, voire contraires à la neutralité, de Berne. Ceux qui en mesurent la portée ont mal au cœur de voir la crédibilité de la Suisse en tant que médiateur neutre, construite au fil des siècles, jetée aux orties.

Il est grand temps de faire une pause. Le débat sur le contenu et le sens de la neutralité suisse est ouvert: Ramener la neutralité de type suisse par une initiative populaire ou laisser l'armée suisse participer aux «exercices Art. 5 des troupes de l'OTAN», selon les idées du chef du DFAE Ignazio Cassis?

Un «document interne à l'administration» circule actuellement à Berne, le projet du nouveau rapport sur la neutralité que le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a mis en consultation au sein de l'administration fédérale. L'objectif du rapport est de «créer la base d'un débat politique structuré sur la neutralité». Il doit notamment contenir une présentation de différentes variantes de neutralité, dont la nouvelle invention et favorite d'Ignazio Cassis, la «neutralité coopérative». Le Conseil fédéral a l'intention de traiter le rapport d'ici fin août et de décider quel concept il préfère.

Certaines rédactions de journaux et de télévision «disposent du rapport [dit interne] du DFAE», tandis que tous les autres doivent piocher les détails dans les comptes rendus plus ou moins informatifs des médias. C'est donc ce que nous faisons!

Comment le DFAE a fait basculer la neutralité suisse dans le fossé

Trois petits détails tirés de la page d'accueil du DFAE:²

- Le Conseil fédéral veut se donner une marge de manœuvre (encore) plus grande pour la poursuite de son rapprochement souhaité avec l'OTAN: «Si la Suisse voulait à l'avenir collaborer plus étroitement avec l'OTAN ou livrer des armes à certains pays, elle devrait vérifier la marge d'appréciation dont elle dispose au regard de la neutralité sans enfreindre le droit de la neutralité ni perdre la crédibilité nécessaire pour être perçue comme un Etat neutre.» En réalité, il n'est ni dans l'intérêt de la Suisse ni dans celui de la communauté internationale que le Conseil fédéral ait les mains libres - et ne remarque même pas que la Suisse a déjà violé le droit de la neutralité et perdu sa crédibilité auprès de nombreux Etats de la communauté mondiale.
- «En décidant, le 28 février 2022, de reprendre les sanctions européennes contre la Russie, le Conseil fédéral a-t-il renoncé à la neutralité de la Suisse? «Non, nullement: en reprenant les sanctions de l'UE, la Suisse ne porte nullement atteinte à sa neutralité.»
- Les faits sont différents. Ainsi, l'envoyé spécial russe pour la Syrie, Alexandre Lavrentiev, s'est récemment prononcé en faveur de «l'abandon de Genève comme lieu de discussion sur une constitution syrienne en raison des sanctions suisses sévères contre la Russie. Car Genève n'est plus neutre».³
- «La neutralité n'est pas une donnée rigide, mais un instrument de la politique extérieure, de la politique de sécurité et aussi de la politique économique, qu'il faut adapter en fonction du climat politique général.» Quelle absurdité! Premièrement, la neutralité n'est pas un «instrument», mais une attitude. Deuxièmement, son adaptation à la situation météorologique dominante serait en soi en contradiction au principe de la neutralité perpétuelle (permanente). Au contraire, la Suisse neutre doit se montrer aussi résistante que possible aux pressions extérieures (et intérieures), en particulier dans les situations les plus difficiles.

«Neutralité coopérative»: livraisons d'armes et participation de l'armée suisse aux exercices de guerre de l'OTAN

Selon la *Sonntags Zeitung*⁴, le projet de rapport sur la neutralité mentionne les points essentiels de la «neutralité coopérative». En principe, la «coopération» avec d'autres Etats «qui partagent des valeurs telles que la liberté, la démocratie et l'Etat de droit» doit être intensifiée. Il s'agit des Etats membres de l'UE et de l'OTAN.

Première pierre angulaire: les règles concernant les livraisons d'armes doivent être assouplies. Autrement dit: «Les livraisons d'armes dans les régions en guerre resteraient certes interdites. Mais si des Etats partenaires souhaitent transmettre des biens d'armement produits en Suisse à des parties en guerre, cela ne serait plus interdit». Et encore: «Les vols militaires au-dessus de la Suisse pour les parties non en conflit seraient également facilités».

Les membres du DFAE ont-ils oublié qu'en plus du droit de la neutralité, la Suisse dispose d'une stricte *Loi fédérale sur le matériel de guerre* (LFMG) (qui a été renforcée par le Parlement en septembre 2021)? Non seulement la LFMG interdit l'exportation directe de matériel militaire vers des pays en guerre, mais la Suisse exige, en cas d'exportation de matériel de guerre, une déclaration du gouvernement concerné selon laquelle celui-ci ne sera pas réexporté (LFMG, art. 18, al. 1).

Deuxième point clé: la reprise automatique des sanctions étrangères contre d'autres Etats doit être fixée: «Les sanctions, y compris celles de l'UE, seraient reprises comme elles le sont déjà dans la guerre en Ukraine». (*Sonntags Zeitung* du 17 juillet 2022) En fait, la grande majorité des Suisses ne veut pas d'une reprise automatique des règles de l'UE ...

Troisième point clé: la Suisse doit «coopérer plus étroitement avec l'UE et l'OTAN et organiser, par exemple, des exercices militaires communs - même sur le sol suisse». *SRF News* montre le texte original du projet de Cassis en image: «La coopération peut être renforcée dans des domaines importants, par exemple, avec une participation de l'armée suisse aux exercices Art. 5 de l'OTAN, ou l'organisation d'exercices sur le sol suisse [...]».⁵

Hop, c'est chaud! La Deutsche Welle DW (radio étrangère de la République fédérale d'Allemagne) explique ce que sont les «exercices de l'art. 5 de l'OTAN»: «Le cas d'alliance de l'OTAN est défini à l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord de 1949». Là, «les parties contractantes conviennent «qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque contre elles toutes»». Chaque Partie doit porter assistance aux personnes attaquées en

prenant immédiatement «les mesures, y compris le recours à la force armée, qu'elle juge nécessaires pour rétablir et maintenir la sécurité de la zone de l'Atlantique Nord».⁶

Ce que l'équipe du Département fédéral des affaires étrangères se permet de faire est monstrueux! Pour le conseiller national socialiste *Fabian Molina*, par exemple, il est clair que le modèle prévu par le DFAE équivaut à une adhésion à l'OTAN: «Si l'on adhère par la petite porte à une alliance guerrière avant de s'être rapproché de l'œuvre de paix qu'est l'Europe, alors oui, c'est une abolition de la neutralité par la petite porte». (*SRF-Tagesschau* du 22 juillet 2022). (La Suisse ne devrait toutefois se rapprocher de «l'œuvre de paix de l'Europe» que dans la mesure où cela est possible dans le cadre de notre système étatique).

«Un peu» de neutralité ou pas de neutralité du tout?

Outre la «neutralité coopérative» privilégiée par Ignazio Cassis, le projet de rapport sur la neutralité mentionne deux autres options: «continuer comme avant» ou «passer à une neutralité dite ad hoc, dans laquelle la Suisse déciderait au cas par cas de la manière dont elle se comporterait. Dans cette variante, la neutralité permanente serait partiellement abandonnée». (*Sonntags Zeitung* du 17 juillet 2022) En fait, le Conseil fédéral a déjà opté pour une telle neutralité ad hoc dans ses relations avec l'Ukraine et la Russie. Abandonner «partiellement» la neutralité est une contradiction en soi: soit elle existe en permanence, soit elle n'existe pas.

Sur le site du DFAE, l'option «pas de neutralité du tout» est même envisagée: «En théorie, la Suisse serait également libre de renoncer à la neutralité. Elle l'a choisie elle-même et n'y est pas tenue en vertu du droit international». On en arrive là!

Les bons offices de la Suisse sont indissociables de la neutralité

Selon le site du DFAE, les bons offices «ne sont pas la raison d'être de la politique étrangère suisse et ne doivent jamais être une feuille de vigne».

La décision de la Suisse de ne pas participer à des guerres et à des alliances guerrières a-t-elle besoin d'une feuille de vigne, Monsieur Cassis?

Pour l'ancien ambassadeur Paul Widmer, la neutralité est au contraire un élément indissociable de la politique étrangère suisse et – ce qui est particulièrement important – un facteur de paix: «La neutralité est de loin le principe le plus important de la politique étrangère de la Confédération. Elle est la ligne directrice dans les grandes questions de politique extérieure. [...] Si chaque Etat s'engageait à ne pas déclencher de guerre et à ne pas se laisser entraîner dans une guerre déclenchée par d'autres et si ces principes

étaient respectés, la paix mondiale existerait. Même si la neutralité perpétuelle et armée n'est pratiquée que par un seul Etat, elle est un facteur de paix».⁷

Initiative populaire pour l'inscription de la neutralité dans la Constitution fédérale suisse

Avec les paroles bienfaites de Paul Widmer à l'oreille, nous faisons le lien avec l'initiative populaire «Neutralité suisse» qu'un nombre considérable de Suisses et de Suisses de différents partis ou sans appartenance politique veulent lancer.

Le texte de l'initiative a récemment été déposé auprès de la Chancellerie fédérale pour un examen préliminaire (formel). Son contenu est compréhensible par tous et n'a pas besoin d'être expliqué en détail. Juste ceci: Lorsque cet article 54a sera inscrit dans la Constitution fédérale, ce qui devrait être une évidence pour chaque Suisse s'appliquera à nouveau – neutralité armée (c'est-à-dire une armée capable de défendre le pays), coopération militaire uniquement en cas d'attaque militaire (imminente) contre la Suisse, pas de participation à des guerres d'autres Etats (même pas avec des livraisons d'armes), pas de sanctions contre des Etats en guerre (exceptions voir paragraphe 3), utilisation de la neutralité perpétuelle pour la prestation de bons offices.

Cst. art. 54a Neutralité suisse

1 La Suisse est neutre de manière permanente et armée.

2 Elle n'adhère à aucune alliance militaire ou de défense. Une coopération en cas d'attaque militaire contre la Suisse ou d'actes préparatoires à une telle attaque est réservée.

3 Elle ne participe pas à des conflits militaires entre Etats tiers et ne prend pas de sanctions contre des Etats en guerre. Sont réservées les obligations envers l'ONU ainsi que les mesures visant à empêcher le contournement des mesures prises par d'autres Etats.

4 Elle met à profit sa neutralité permanente pour prévenir et éliminer les conflits et se tient à disposition en tant que médiateur.

Pourquoi l'insertion de cet article dans la Constitution fédérale est-elle nécessaire? Parce que le contenu de la neutralité ne figure pas encore dans la Constitution. L'art. 173, al. 1a, stipule que l'Assemblée fédérale a pour tâche de «prendre des mesures pour sauvegarder la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse». La même tâche est attribuée au Conseil fédéral par l'art. 185, al. 1. Jusqu'à il y a environ 25 ans, il n'était pas nécessaire de définir plus précisément la neutralité suisse. Mais depuis l'adhésion de la Suisse au Partenariat pour la paix (PPP) de l'OTAN – sans décision populaire! – l'ancrage du contenu de la neutralité dans la Constitution est à l'ordre du jour, et il est devenu encore plus urgent après les décisions du Conseil fédéral contraires à la neutralité prises lors de la crise ukrainienne. •

Commerce de céréales avec la Russie: His Master's Fact Sheet

mw. Selon la presse quotidienne du 25 juillet, le Conseil des ministres de l'UE a «établi par écrit et de manière explicite» que «les matières premières agricoles étaient exclues des sanctions contre la Russie». Cela vaut pour les céréales, mais aussi pour l'huile de tournesol et les engrais. Jusqu'à présent, «aucun négociant en matières premières ni aucun établissement financier impliqué dans le commerce ne voulait prendre le risque de négocier des céréales en provenance de Russie. Le danger semblait trop grand d'être stigmatisé comme contrevenant aux sanctions et de se voir infliger une amende en raison de la formulation vague des dispositions correspondantes».

Pourquoi les dirigeants de l'UE ont-ils permis pendant cinq mois qu'un négociant en céréales n'ose faire du commerce avec des céréales russes, au détriment des plus pauvres du monde? On a rejeté la faute sur le Président russe, contrairement aux faits. Celui-ci aurait utilisé les sanctions de l'UE seulement comme prétexte pour stocker son propre blé et faire ainsi grimper les prix. «Nous avons affaire ici à un chantage froid, impitoyable et prémédité de la part de Poutine à l'encontre des pays et des populations les plus faibles du

monde», a déclaré la présidente de la Commission, *von der Leyen*, de manière à la fois calomnieuse et hypocrite – comme si le bien-être des plus pauvres était sa priorité et celle des autres dirigeants de l'UE!

Pourquoi Bruxelles donne-t-elle si soudainement son feu vert aux importations de blé en provenance de Russie? L'explication est fournie par une «notice» de Washington, publiée quelques jours avant la décision de l'UE et annonçant que «le commerce international de matières premières agricoles russes – et également d'engrais russes – est autorisé». L'hégémon dirige donc ses vassaux et les affamés du monde entier avec une simple feuille d'information! L'orgueil précède la chute.

Sources:
Gyr, Marcel. «Schweizer Rohstoffhändler wollen auch russisches Getreide verkaufen». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 24.7.2022

US-Finanzministerium. Amt für die Kontrolle ausländischer Vermögenswerte. «Merkblatt Ernährungssicherheit: Russland-Sanktionen und Handel mit Agrargütern» du 14. Juli 2022 (The Department of the Treasury. «OFAC [Office of Foreign Assets Control] Food Security Fact Sheet: Russia Sanctions and Agricultural Trade». July 14, 2022)

¹ Conseil national *Fabian Molina* (SP ZH) dans *SRF-Tagesschau* du 22/07/22

² Département fédéral des affaires étrangères DFAE. «Questions-réponses au sujet de la neutralité de la Suisse» du 18.5.2022; <https://www.eda.admin.ch/eda/fr/dfae/dfae/aktuell/newsuebersicht/2022/03/neutralitaet.html>

³ Bausch, Saya et Ramirez, Manuel. «Angezwungene Neutralität. Wird Genf als internationaler Konferenzstandort geschwächt?» *Tagesschau SRF* du 20/06/22

⁴ Schmid, Adrian. «Cassis will Schweizer Neutralität neu ausrichten». Dans: *Sonntags Zeitung* du 17/07/22

⁵ Rhyn, Laryssa. «Schweiz: Was ist «Kooperative Neutralität?»» *SRF-News* vom 22/07/22

⁶ <https://www.dw.com/de/deutschland-und-artikel-5-des-nato-vertrages/a-273717>

⁷ Widmer, Paul. *Schweizer Aussenpolitik. De Charles Pictet de Rochemont jusqu'à Edouard Brunner.* Zurich 2014, p. 24ff.

La neutralité suisse «ne lui est pas imposée de l'extérieur, c'est le résultat de sa constitution interne»

Les Bons offices et la neutralité sont deux piliers interdépendants de la démocratie suisse – un modèle à évolution pacifique

par Thomas Schaffner, historien

Les Bons offices de la Suisse vont étroitement de pair avec la neutralité suisse, et ceci pas seulement par le biais du CICR (dont le siège est à Genève) et des Sociétés de la Croix-Rouge dans le monde entier. Ces deux caractéristiques de la Suisse moderne se conditionnent mutuellement: sans neutralité, l'engagement impartial en faveur des êtres humains dans le monde entier manque de terrain; sans Bons offices suisses, la politique de neutralité reste fade et sans âme. C'est à l'époque de la guerre franco-allemande de 1870/71 que la Suisse a montré au monde, pour la première fois, à quel point elle se montrait prête, en temps de guerre, à compléter sa politique de neutralité au travers de ses services humanitaires. Et cet engagement international portait un visage: celui de Johann Konrad Kern (1808–1888), originaire de Berlingen, dans le canton de Thurgovie, qui non seulement a tenu bon, au péril de sa vie, dans un Paris bombardé et a agi de manière humanitaire, mais a également consigné des idées fondamentales sur la manière dont les hommes pourraient cohabiter pacifiquement à l'avenir: au-delà des égoïsmes nationalistes, selon le modèle de la nation de volonté suisse, construite sur une base fédéraliste. Un parcours et des idées qui ne doivent pas être laissés de côté dans le débat actuel sur la neutralité de la Suisse et l'avenir des bons offices, car un regard rétrospectif sur l'histoire est toujours synonyme de perspectives.

Considéré comme le huitième conseiller fédéral, Kern a été ambassadeur de la Confédération à Paris de 1857 à 1883. C'est là que, pour la première fois, il a pris en charge les intérêts étrangers d'autres Etats pour la Suisse – dans la métropole française encerclée par les Allemands en 1870/71. Ainsi, il a fondé ce que l'on appellera plus tard les Bons offices suisses, «l'offre politique de remplacement, réalisé par un petit Etat», selon la formule de Paul Widmer, diplomate suisse de longue date et professeur d'université.¹

Kern n'aurait pourtant pas pu mettre sa vie au service de l'humanité sans le soutien de son épouse, Aline Freymuth, issue d'une famille aisée et cultivée, fille du conseiller d'Etat et caissier d'Etat Johann Konrad Freymuth, qui a passé sa jeunesse au château de Frauenfeld. Une nécrologie de la «noble femme» avait noté que «s'appuyant entièrement sur les principes de Pestalozzi et partageant également sa compassion envers autrui, elle voulait donner aux pauvres plus d'avantage que quelques compétences mécaniques: de la formation, de l'éducation, de la sensibilité et force morales, le tout animé de compassion chaleureuse pour qu'ils se frayent leur voie dans la vie».

Médiateur vedette lors de l'Affaire de Neuchâtel déjà

En tant que libéral, Kern a été une figure centrale de la politique cantonale et fédérale à partir des années 1830. Il a joué un rôle déterminant dans la rédaction des propositions de texte de la nouvelle Constitution fédérale de 1848. En récompense de son engagement, la nouvelle Assemblée fédérale l'a élu chargé d'affaires à Vienne. Il y a vécu la révolte de 1848 et a assisté au lynchage du ministre autrichien de la guerre de ses propres yeux. Kern, qui n'avait fait que suspendre ses fonctions en Suisse, est immédiatement retourné dans son pays où il a refusé de se présenter au poste de conseiller fédéral, qu'on aurait pourtant bien voulu lui confier.

Les années de légation à Paris (1857–1883) ont été le point culminant de son activité. Profitant de sa longue connaissance qui datait du temps de l'actuel empereur français Louis Napoléon III (il avait passé sa jeunesse au château de Arenenberg près de Berlingen), Kern avait déjà gagné des faveurs en tant que médiateur neutre dans deux affaires, mais c'est surtout dans le cadre de l'affaire dite de Neuchâtel de 1856/57 qu'il s'est élevé au rang de véritable médiateur vedette au sein de la Confédération. Les négociations entre les grandes puissances européennes sur le

La neutralité doit impérativement aller de paire avec un engagement humain

ts. Dans son texte sur Johann Konrad Kern le diplomate suisse, Paul Widmer attire l'attention sur le fait que son testament politique, les «Politischen Erinnerungen» (Souvenirs politiques) de 1887 a été publié par la «Neuen Zürcher Zeitung». C'était vers la fin de la deuxième guerre mondiale, lorsque la neutralité suisse a de nouveau été fortement critiquée. Et il dit: «Le contenu de ces remarques est, 60 ans après leur rédaction, encore de toute fraîcheur. Et ces idées de Kern restent d'actualité même après 135 ans:

«La neutralité suisse n'est pas une loi octroyée par l'étranger, c'est la conséquence de sa composition et de son organisation intérieure. C'est pour cette raison que la Suisse a pu sauvegarder le caractère extraordinaire de sa neutralité dans

cette guerre (la guerre franco-allemande de 1870/71). Cependant en restant neutre elle n'a pas été une spectatrice passive dans la lutte des deux peuples. Avec ses interventions diplomatiques pour l'acceptation d'un article supplémentaire de la Convention de Genève, et en envoyant un grand nombre de médecins sur les champs de bataille, avec la garde des blessés pour les deux partis de la guerre et par l'aide et la protection qu'elle a apporté en même temps aux Allemands renvoyés de France et à la population de Strasbourg, elle a montré qu'elle a su remplir les tâches d'un Etat neutre, non seulement par sa loyauté mais aussi par son humanité.

Kern, Johann Conrad. Politische Erinnerungen 1833 bis 1883. Frauenfeld 1887. p. 226ff., cité par Widmer, p. 138

statut de Neuchâtel avaient duré deux mois, avec Kern au milieu. Jamais les grandes puissances n'avaient discuté aussi longtemps d'un litige confédéral d'envergure. Finalement, malgré la mobilisation initiale de l'armée prussienne pour protéger sa propriété ancestrale de Neuchâtel, la Prusse a entièrement renoncé à ses droits sur son ancienne principauté.

Véhémente protestation contre le bombardement de Paris

En 1857, le couple Kern s'installe à Paris, où Kern a toujours eu un accès direct à l'Empereur, avec qui il était lié depuis leur plus jeune âge. C'est apparemment grâce à l'indulgence de Napoléon III que Kern est parvenu à résoudre un conflit territorial entre la France et la Suisse qui avait comme théâtre la vallée jurassienne de Dappental. Plus important encore a été l'accord économique de 1864 qui représente le premier accord économique de grande envergure de l'histoire suisse. Selon Widmer, «fort des principes de libre-échange réalisés, ce traité a facilité l'économie d'exportation suisse à percer en France et en outre-mer».²

Lors de la préparation de la guerre franco-allemande de 1870, Kern a servi d'intermédiaire de sa propre initiative, mais les événements se sont précipités après la fausse dépêche d'Ems de Bismarck, action qui ne pouvait qu'humilier mortellement la France. Il est établi que Bismarck avait besoin de la guerre pour réussir son œuvre monumentale d'unification allemande – sans guerre, les Etats d'Allemagne du Sud n'auraient pas été

contraints de passer sous les fourches caudines de la Prusse. Lorsque, fin septembre 1870, les troupes allemandes ont encerclé Paris et bombardé le centre-ville pendant des semaines, Kern a tenu bon et s'est adressé à Bismarck en tant que doyen du corps diplomatique pour qu'il mette fin à cette violation flagrante du droit international.

Ce droit interdisait déjà de faire la guerre à la population civile tandis que la puissance occupante (l'Allemagne) aurait en outre dû accorder aux étrangers la possibilité de se mettre en sécurité. Bismarck a rejeté la demande de Kern, estimant que les troupes françaises s'étaient finalement retranchées dans la ville et pilonnaient les lignes allemandes comme depuis une forteresse. La tentative de médiation de Kern au cours des négociations de paix entre la France et l'Empire allemand, médiation que le Conseil fédéral lui avait demandée, a été sèchement rejetée par Bismarck qui proclamait que «vous autres, états neutres, n'avez pas à vous en mêler».

Même si Kern n'a pas réussi sur la scène réservée à la «grande politique», il a été décoré de grands mérites sur le niveau humanitaire. «Il ne s'est pas seulement engagé sans relâche pour ses compatriotes; pour la première fois, il a montré comment la Suisse entend compléter sa politique de neutralité par ses services humanitaires en temps de guerre», voilà donc la façon dont Widmer rend hommage à l'engagement désintéressé de Kern, engagement qui comportait de considérables risques personnels.³ Widmer ajoute que son action avait encouragé à «des actions de grande envergure comme la distri-

bution de paquets d'amour pour les Suisses bloqués à Paris, l'évacuation de la population civile de Strasbourg assiégée et, surtout, l'internement de l'armée vaincue de Bourbaki qui se trouvait dans une situation désespérée, en Suisse, l'action débarrassant la voie vers l'acceptation des missions humanitaires dans la perception que les Suisses avaient d'eux-mêmes».⁴

La «compassion active face aux souffrances des peuples voisins» se fraye un chemin

C'est ainsi qu'est né, en 1871, ce qui a marqué la politique étrangère suisse depuis lors: le lien entre l'action humanitaire et la neutralité. La Suisse ne voulait plus se tenir à l'écart des affaires étrangères, c'est-à-dire des guerres, comme c'était le cas jusqu'alors. Elle voulait faire preuve de son engagement actif «à atténuer les souffrances des peuples voisins», comme l'indique alors un message du Conseil fédéral. Car au-delà de toutes les divergences qui divisent les hommes, il y a «la nature humaine commune». Cette conception n'est pas venue de nulle part. Peu de temps auparavant, le genevois Henry Dunant avait rédigé ses mémoires sur la bataille de Solferino, élan qui à finalement abouti à la fondation de la Croix-Rouge ainsi que du CICR. Le fait que ce mouvement ait été dirigé par un militaire suisse de haut rang, le général Dufour, est également un acte typiquement suisse: l'être humain est avant tout compagnon et citoyen, même en uniforme.

Lorsque la Commune de Paris, qui avait pris le contrôle de Paris après la défaite de la guerre, a été réprimée dans le sang par le général français Mac-Mahon (ce dernier avait fait fusiller, en toute légalité, 2 000 communards), Kern s'est engagé pour qu'au moins les participants suisses à la Commune ne soient pas envoyés aux galères. Il s'est même rendu dans les camps à détention massive pour faire sortir les prisonniers suisses. Sa femme avait soigné, de manière désintéressée, des malades dans un hôpital qu'il avait spécialement fondé à Paris à travers toutes les turbulences, cela dans la meilleure tradition de l'élan vers le bien commun pratiqué par de plus en plus de femmes fortunées suisses. Kern avait également reçu le mandat de s'occuper des milliers de Bavaois et de Badois à Paris. C'est ainsi que les «Bons offices» ont vu le jour dans la diplomatie suisse. Kern «a créé un précédent impeccable pour un domaine annexe de la diplomatie fédérale», voilà ce que souligne Widmer.⁵ Depuis 1848, Kern s'était toujours et inconditionnellement engagé en faveur de la neutralité suisse, même lorsque d'importants responsables politiques suisses ont voulu venir en aide à la population de Sardaigne-Piémont militairement, en violation de la neutralité, dans l'idée que la neutralité ne s'appliquait qu'aux états princiers et jamais aux populations entières aspirant à la liberté. Kern s'y est opposé. Les alliances avec des puissances étrangères n'ont fait que nuire à la Suisse, expliquait-il. La véritable neutralité consiste à toujours se tenir à l'écart des affaires étrangères. Et il est important de s'opposer au nationalisme, car au-dessus de la culture et des peuples, il y a la nature humaine, qui est commune à un chacun. La Suisse, avec la cohabitation pacifique de ses quatre groupes linguistiques, devait montrer la voie à l'Europe. L'avenir appartenait aux nations qui avaient la volonté de la Suisse, et non aux Etats-nations ethniquement homogènes et chargés de nationalisme.

La neutralité du modèle suisse est dans l'intérêt de toute civilisation

Le Conseil fédéral et Kern a reconnu très tôt que la neutralité n'était pas seulement le fruit de l'intelligence en matière de politique étrangère, mais aussi une nécessité de politique intérieure qui maintenait la cohésion du pays.

Johann Konrad Kern (1808–1888)

Né en 1808 à Berlingen (Thurgovie), Johann Konrad Kern entreprit des études de théologie à Bâle (1826), puis de droit à Bâle, Berlin et Heidelberg. Il fut député au Grand Conseil thurgovien (1832–1853) qu'il présida neuf fois. Il siégea également au conseil d'éducation (1832–1852, président de 1835 à 1852). Promoteur et cofondateur de l'école cantonale thurgovienne (1853), juge cantonal et président de la commission cantonale de justice, Kern fut également fondateur et président de la Banque hypothécaire thurgovienne (1850–1858) et président de la Société d'utilité publique.

Au niveau politique fédéral, Kern représenta son canton à la Diète fédérale en 1833–1838, 1840–1842 et 1845–1848 où il appartenait au groupe directeur de la majorité (mouvance libérale) préconisant de mettre fin au conflit du Sonderbund par une intervention de l'armée fédérale. Kern appartenait au groupe de rédaction de la Constitution fédérale de 1848 et fut ensuite membre du Conseil national (de 1848 à 1854, président en 1850–1851), juge fédéral (1848–1854, président de 1848 à 1850) et conseiller aux Etats (1855–1857). Premier président du conseil de



l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (1854–1857), Kern contribua largement à la création et au développement de celle-ci (fondée en 1855). De 1853–1857 il fut directeur et membre du conseil d'administration des Chemins de fer du Nord-Est. En dépit de maints encouragements, il refusait de se faire élire conseiller fédéral. De 1857 à 1883, Kern fut ambassadeur à Paris. Kern est considéré comme le père de la diplomatie professionnelle en Suisse.

Source: Dictionnaire historique suisse; <https://hls-dhs-dss.ch/fr/articles/004072/2008-10-14/>

(Traduction Horizons et débats)

La fable dit tout haut ce que d'autres pensent tout bas

«La raison du plus fort est toujours la meilleure» (La Fontaine)

par Peter Küpfer

La raison du plus fort est toujours la meilleure:

Nous l'allons montrer tout à l'heure.
Un Agneau se désaltérait
Dans le courant d'une onde pure.
Un Loup survient à jeun, qui cherchait aventure,
Et que la faim en ces lieux attirait.
Qui te rend si hardi de troubler mon breuvage?
Dit cet animal plein de rage:
Tu seras châtié de ta témérité.
Sire, répond l'Agneau, que Votre Majesté
Ne se mette pas en colère;
Mais plutôt qu'elle considère
Que je me vas désaltérant
Dans le courant,
Plus de vingt pas au-dessous d'Elle;
Et que par conséquent, en aucune façon,
Je ne puis troubler sa boisson.
Tu la troubles, reprit cette bête cruelle,
Et je sais que de moi tu médis l'an passé.
Comment l'aurais-je fait si je n'étais pas né?

Reprit l'Agneau; je tette encor ma mère.
Si ce n'est toi, c'est donc ton frère.
Je n'en ai point. C'est donc quelqu'un des tiens:
Car vous ne m'épargnez guère,
Vous, vos Bergers et vos Chiens.
On me l'a dit: il faut que je me venge.
Là-dessus, au fond des forêts
Le loup l'emporte et puis le mange,
Sans autre forme de procès.

(Jean de La Fontaine, Fables, livre I^{er}, fable X)

Nul ne saurait ignorer cette célèbre fable de Jean de La Fontaine. A chaque lecture et relecture j'y suis toujours autant sensible, malgré ou justement à cause de son langage froid, tranchant et objectif, et cela face à une injustice criante. Avec les vers aiguisés du maître et dans une brièveté inimitable (chez La Fontaine, chaque mot compte), elle est inégalée. Son contenu n'en reste moins révoltant.

Intention délibérée de tuer

Le texte est formel là-dessus: rien ne s'oppose à l'intention de tuer, présente dès le début. On ne peut s'empêcher de ressentir un profond malaise, similaire à celui que l'on ressent, par exemple, à la lecture des rapports actuels de l'ONU, paraissant presque régulièrement ces derniers temps, sur la situation dans le monde en matière d'injustice et de crimes contre l'humanité. Ces rapports se trouvent en grand nombre dans les archives de l'ONU et ne dérangent personne. Pourtant ils décrivent minutieusement les atrocités de guerre qui ont lieu chaque jour

sur les centaines de fronts de crise et de soi-disant «guerres civiles» actuellement en cours dans notre monde déchiré par la guerre. Même dans ces rapports censés être «objectifs», leur langage sobre reflète le mensonge systématique qui s'y cache souvent, par le seul moyen de marteler des notions telles que: «guerre civile», «rébellion», «résistants» et termes similaires. En réalité, il s'agit souvent de guerres créées de l'extérieur, de guerres par procuration, menées non pas par des citoyens désespérés, mais par des armées de mercenaires agissant avec un armement ultra-sophistiqué et sur des ordres venus d'ailleurs. Ce genre de conflits aboutit régulièrement à des blessures mal cicatrisées, souvent permanentes, présentes partout à la surface de notre globe. Dans les rapports d'enquête mentionnés, les actes, les lieux, les dates, les circonstances et même les noms des tueurs responsables y sont nommés, dans une énumération purement descriptive semblable à un bulletin de prévisions météorologiques, et ceci page après page, dont chacune est écrite avec le sang des victimes. C'est une lecture difficilement supportable au vu des monstruosités décrites. Et ce qui est encore plus insupportable, c'est de savoir que ces enquêtes n'ont que peu ou pas de conséquences, du moins lorsqu'elles mentionnent des crimes perpétrés dans des régions situées un peu à l'écart de «notre monde», par exemple en Afrique, au Congo oriental où les atrocités perpétrées contre la population civile, et ceci depuis plus de trente ans, sont devenues monnaie courante dans la conscience occidentale.

Un arbitraire sans conséquence

La fable sobre de Jean de La Fontaine reste, elle aussi, sans conséquence. A une différence près peut-être: la «justification» du déchirement de l'agneau par son agresseur est tellement arbitraire et de stupidité criante que nous devrions en rire si la vie de la pauvre victime n'était pas en jeu.

L'injustice, présentée sous cette forme hautement artistique d'un Jean de La Fontaine, est-elle plus facile à «supporter»? Certes que non, l'injustice reste l'injustice. La forte stylisation sur de simples modèles de rôles, innée à la fable, ne fait que souligner le mépris arbitraire de toute notion de droit qu'elle met en scène. D'un côté, le raisonnement du pauvre agneau, la tentative d'arrêter ou du moins d'atténuer le malheur se profilant par l'usage de la politesse, l'objectivité et la référence à des faits – de l'autre côté, une construction narquoise et accusatrice (voire sentimentale),



Le loup et l'agneau. Illustration de Gustave Doré. (Gustave Doré, Fables de La Fontaine, p. 21)

flagrante, tonitruante, moqueuse qui passe outre tout état de fait et se nourrit entièrement d'images de l'ennemi (vous autres moutons, vous détruisez ma vie en refusant d'être déchiquetés par moi!). La rhétorique employée par le loup ne sert manifestement que l'intention de l'agresseur de se doter d'un motif pour son acte. En termes actuels, on pourrait prendre tout l'éventail présenté par le loup, son rassemblement de «raisons» on ne peut plus abjectes pour «légitimer» son attaque, comme un exemple type de ce que beaucoup appellent aujourd'hui un discours de haine, un «hate speech». Alors que le mouton, intelligent et presque trop sage, affronte ce mur de préjugés arbitraires avec des arguments, de la raison et une bonne dose de politesse, il se heurte, face à un accusateur meurtrier, guidé par ses intérêts (il est à la fois juge et bourreau), à de nouveaux reproches, accusations et dénigrements toujours plus absurdes. On passe de «toi» (tu m'as insulté, crime de lèse-majesté!) à «lui» (si ce n'est pas toi, c'est ton frère), ce qui correspond objectivement à la responsabilité clanique illégitime comme elle était pratiquée par le régime nazi; ensuite, à l'aide de généralisations grossières, on construit la culpabilité collective (je vous connais, bande d'enculés); enfin, on présente un témoin anonyme non identifiable (on me l'a dit). Dit par qui, à quelle occasion et avec quel degré de crédibilité? Tout cela reste occulté.

Cela ressemble au présent. Dans notre réalité de fait, l'OTAN et l'UE à sa botte s'em-

ploient à imposer dans le monde entier les «systèmes de régulation» qu'ils ont eux-mêmes fabriqués et qui sont fortement inspirés de concepts occidentaux, si nécessaire avec une force d'intervention rapide de 300 000 hommes (et femmes?), comme vient d'annoncer triomphalement Jens Stoltenberg. Pour les dirigeants de l'UE et leurs adhérents, la lutte de l'UE contre le discours public de haine («hate speech»), évoqué ci-dessus, fait également partie de ce système de règles. Cependant, l'UE suit en cela un président américain qui a publiquement traité le président «du côté adversaire» de «tueur» (bien avant le 24 février et pour couper court à tout entendement). Si ce n'est pas du pur «hate speech», légitimé du plus haut responsable politique et représentant «des valeurs occidentales»? Tout récemment, ce défenseur autoproclamé de «nos libertés occidentales» a fait assassiner par un drone un prétendu «chef terroriste» de la mouvance islamiste (dans le plus pur style mafieux: seul le coup porté est important, les dommages collatéraux sont acceptés!) C'est un comportement qui ne témoigne que d'une chose: la pure arrogance du pouvoir.

Critique de l'absolutisme

Jean de La Fontaine avait déjà percé à jour ce «jeu» malhonnête, même s'il avait choisi la forme prudente de la fable pour dénoncer une politique de pur pouvoir manifeste de son époque. Tout lecteur français un peu cultivé savait, du temps de La Fontaine déjà, de qui il était question en réalité avec le loup vorace (Louis XIV, le souverain d'une France devenue une puissance mondiale). La Fontaine a astucieusement dissimulé le fait que le loup brutal ne désignait personne d'autre que lui dans les formules obligatoires de l'époque pour s'adresser aux altesses royales, des formules dont dispose l'agneau intelligent et apparemment bien éduqué: «Sire» et «Votre Majesté». La Fontaine a ainsi clairement annoncé la couleur avec le moyen de la fable, se prononçant en faveur des plus fragiles de son temps et contre l'arrogance du pouvoir. La légitimation factice appliquée de l'agresseur pour se légitimer «face au public» n'arrive pas à faire oublier les faits. Le loup assassine un être innocent, non pas par nécessité ni auto-défense, pas même par vengeance pour une injustice, non: par pure cupidité. Pour dissimuler cela, tous les «arguments» les plus grossiers lui conviennent. Ainsi, la fable ne fait pas simplement de lui le symbole d'un homme de pouvoir, mais le symbole d'une politique inhumaine, de la folle course à la domination détachée de tout droit et donc forcément menteuse, attitude propre à toute quête de suprématie.

«La neutralité suisse ...»

suite de la page 7

Cette dernière aurait facilement pu s'effondrer si les différentes régions du pays s'étaient jointes aux grands Etats nationaux, chacun à «la sienne», soit l'Allemagne, la France ou l'Italie. Dans le contexte de la guerre franco-allemande, le gouvernement fédéral s'est déclaré alors déjà en ces termes: «La politique suisse de sa neutralité n'est pas une loi qui lui est imposée de l'extérieur, mais plutôt le résultat de sa constitution interne».⁶ En dépit des avertissements du Conseil fédéral,

Les Bons offices suisses

«Les Bons offices de la Suisse ont un longue tradition et jouent un rôle clé dans la politique de paix suisse. Ils se trouvent à la base de la capacité de la Suisse de construire des ponts lorsque d'autres pays sont bloqués, parce qu'elle n'appartient à aucun centre du pouvoir et ne poursuit pas d'agenda caché.» Cette définition, vaut-elle encore de nos jours?

Quelle: <https://www.eda.admin.ch/eda/de/home/aussenpolitik/frieden-menschen-rechte/frieden/die-guten-dienstleistungen-schweiz.html>

pendant la Première Guerre mondiale, l'écrivain suisse Carl Spitteler avait mis le doigt dans cette blessure, encore vive à l'époque, dans son manifeste intitulé «Notre point de vue suisse». En guise de conclusion: La conviction de Kern ne doit pas être oubliée dans le débat actuel sur l'orientation future de la Suisse. Elle se base sur le concept que la neutralité, notamment celle suisse, n'est pas particulière à elle seule, mais elle se pratique plutôt dans l'intérêt de l'ensemble de la civilisation, en tant que modèle de paix susceptible d'atténuer et même de combler les scissions qui divisent les peuples. Cela principalement parce qu'elle met au centre ce qui relève de la nature humaine: le résidu évolutionnaire dans chaque individu qui appartient à notre genre. Même si de nombreuses choses ont changé depuis la mort de Kern, la nature humaine (aspirant profondément à la Paix), base réelle à laquelle il se réfère à plusieurs reprises, est restée et restera la même.

¹ Widmer, Paul. *Schweizer Aussenpolitik*. Zurich 2003, p. 98

² Widmer, p. 112

³ Widmer, p. 130

⁴ Widmer, p. 130

⁵ Widmer, p. 133

⁶ cité d'après Widmer, p. 136

Littérature:

Kern, Johann Conrad. *Politische Erinnerungen 1833 bis 1883*. Frauenfeld 1887

Schoop, Albert. *Geschichte des Kantons Thurgau*. Frauenfeld 1987

Widmer, Paul. *Schweizer Aussenpolitik*. Zurich 2003

Wüthrich, Marianne. *La neutralité comme ligne directrice, la démocratie directe comme fondement*. Ds. *Horizons et débats*, n° 17 du 05/08/2019

Wüthrich, Marianne. *La politique étrangère dans le jeune Etat fédéral. Le lien qui existe entre la neutralité et l'action humanitaire*. Ds. *Horizons et débats* n° 17 du 05/08/2019

La «Guggenhürli»

La résidence d'été de Konrad Kern à Frauenfeld était la «Guggenhürli», entrée dans la fortune familiale par son mariage avec Aline. Le nom provient de «gugge» (voir, regarder, en suisse-allemand) et du terme «hora» signifiant, en ancien allemand, une petite colline.

La coopérative «Guggenhürli» a été fondée en 1963, notamment pour sauver la maison, en état délabré alors. Elle a installé, dans un salon, une petite exposition. La localité est souvent choisie lors de mariages civils, fait qui lui a donné le renom d'un des plus beaux locaux de mariages suisses.

Au pied de la colline, la coopérative Guggenhürli cultive de la vigne, un cru «Muller-Thurgovie» très apprécié, pas seulement des couples qui s'y marient.



La Guggenhürli, la résidence d'été de Konrad Kern. (photo ts)